

Citoyenne Démocratie

vous propose

X16- **Démocraties Directes** invite...
Pau Cébille
*Le référendum et la démocratie
au sein de nos institutions.*

Mercredi 26 mars -18h00

co-hôtes

X31 – Démocraties Directes – Actez pour vous !

Émission du 26/03/2025 sur DDS Médias
<https://democratiesdirectes.org/index.php/dds-medias/#x16>

Verbatim total transcrit par IA

[Intervenant 2] (1:00 - 5:30)

On va tout de suite commencer par vous rappeler les règles et le déroulé de ce space. Encore une fois, n'hésitez pas à le partager pour qu'on ait de l'interactivité avec Paul, qu'on soit dans des échanges, c'est le but de ces spaces. Pour ce qui est des règles, comme à l'accoutumée, la sexualité, la santé, la religion et le vote sont appelés à rester dans la sphère privée.

La polémistérie, les attaques personnelles et les procès d'intention n'ont pas leur place dans cet agora. Les parlers forts, les insultes, les propos répréhensibles légalement, les trolls sont immédiatement sanctionnés par une exclusion. Néanmoins, aucune censure d'expression ne sera pris dans le respect de la législation en cours.

L'opposition bienveillante, la critique constructive et actueuse, la divergence d'opinion sont bien évidemment encouragées, on est là pour ça. Le savoir-être et le savoir-vivre est au service du savoir-faire. La citoyenneté est un état transversal de notre humanité que nous devons développer.

Le space devrait tenir une durée assez raisonnable aujourd'hui. Ensuite, vous pouvez bien entendu poster dans la bulle. Pour ceux qui sont en intervenant, vous pouvez également épingler vos ressources.

On vous invite à vous munir d'un bloc-note physique et numérique pour pouvoir préparer vos questions et vos interventions de façon à ce qu'elles soient efficaces, bien entendu. Et on vous demande d'éteindre votre micro lorsque vous ne parlez pas, si vous êtes en intervenant. On lève la petite mimi pour demander à prendre la parole, tout simplement parce que déjà c'est plus respectueux, c'est plus facile pour les co-hôtes d'animer de cette manière-là.

Et surtout, ces spaces sont retranscrits à travers un verbatim qui est traité par l'intelligence artificielle puis l'intelligence humaine. Et c'est beaucoup plus facile pour l'intelligence artificielle de pouvoir faire cette expression quand on ne se parle pas les uns sur les autres. Si jamais on a une intervention qui est un petit peu trop longue, qui enfreint les règles, qui est hors sujet, on enverra une petite cloche pour rappeler tout cela.

Maintenant que Paul est ici, j'ai déjà, avant que tu n'arrives, rappelé les règles pour ceux qui sont là, ils les retrouveront bien entendu. Et je vais tout de suite te présenter pour ceux qui ne te connaîtraient pas encore. Paul, tu es un polyanalyste d'opinion français spécialisé dans l'étude de la démocratie directe et des référendums.

Tu es connu pour tes travaux sur les dynamiques politiques et les mécanismes de participation citoyenne, s'appuyant sur une approche à la fois académique, pratique et empirique pour décrypter les enjeux politiques contemporains. Formé à Sciences-Passebourg, où tu as obtenu un master en administration publique et sciences sociales, tu as occupé plusieurs postes significatifs dans le domaine des études d'opinion. Entre 2018 et 2022, tu as travaillé comme analyste au sein de l'IFOP, l'Institut français d'opinion publique, où tu étais chargé d'études au pôle politique édité.

Par la suite, tu as exercé en tant que chef de projet d'opinion au sein de la délégation à la communication du ministère de l'éducation nationale. Tu as été également associé à des institutions de réflexion. Tu collabores notamment avec la fondation GES, le think tank Génération Libre, où tu contribues à des analyses sur les phénomènes liés à l'opinion publique et la démocratie.

On te retrouve aussi dans les médias tels que Le Figaro, Marianne ou Atlantico. Et actuellement, tu es donc le rédacteur en chef de la revue Hexagone, cette publication bien que moins connue que celle qu'on a citée précédemment, qui se concentre sur les analyses politiques et sociétales approfondies. Sous ta direction, cette revue explore des thèmes qui te sont chers, comme la démocratie directe ou la fracture entre les citoyens et les élites.

En 2024, tu as signé une étude pour le think tank Génération Libre intitulée « Les référendums locaux en France. Un antidote à la démocratie ». Ce travail examine comment la consultation populaire au niveau communal ou régional pourrait réduire le fossé entre les élus et les citoyens.

Tu es aussi un défenseur du référendum d'initiative citoyenne, le fameux RIC, que tu vois comme une réponse potentielle à la crise de confiance à l'égard de la politique, mais que tu nuances par des considérations pratiques comme sa complexité mise en œuvre ou les risques de manipulation. On y reviendra. Et enfin, tu t'inscris dans aucun camp idéologique, tu n'es pas inscrit clairement dans aucun de ces camps, ce qui te permet d'avoir une neutralité qui peut frustrer certains observateurs qui préfèrent souvent avoir une lecture de positionnement, mais qui finalement te permet de ne pas rentrer dans les polémiques publiques et de t'apporter une crédibilité à l'ensemble de tes propos.

Donc on est très heureux de te recevoir pour pouvoir échanger sur justement cette question de citoyenneté véritablement démocrate et sur ta démarche quasi scientifique et sociologique qui va nous apporter un éclairage au-delà des a priori et des interprétations habituelles. Est-ce que j'ai oublié des choses ? Est-ce que tu vois des choses que tu voudrais rectifier ou approfondir, Paul ?

[Intervenant 1] (5:31 - 5:35)

Non, ça paraît très très clair et très juste.

[Intervenant 2] (5:35 - 5:57)

Eh bien, on remerciera Spahn pour justement son travail de recherche te concernant. Et

moi, je vais commencer par justement une première question qui est liée à ton activité et ce que tu as fait, et j'aimerais avoir ta lecture de l'actualité politique actuellement et bien entendu en ayant un prisme qui est porté par la vision de démocratie directe et de vraie démocratie.

[Intervenant 1] (5:59 - 10:00)

Oui, parce que c'est vrai que moi j'ai deux côtés. J'ai le côté démocratie référendum qui est presque une passion personnelle et puis en parallèle, et en tout cas c'est le cœur de mon métier, c'est que j'ai travaillé dans les sondages au Califop pendant 4 ans pour le ministère de l'Éducation nationale pendant 2 ans et maintenant au sein de ce que vous avez rappelé, un observateur de la société française qui s'appelle Hexagone et dont le but est aussi de lire la société, d'essayer de comprendre comment elle fonctionne, de mieux aussi éclairer les citoyens sur les différents aspects de la société à la voie des chiffres statistiques, des données statistiques et des données de sondages.

Donc peut-être qu'on pourra en reparler aussi plus largement des sondages et de comment ils fonctionnent en démocratie. Et c'est vrai que les deux, à la fois la compréhension de l'opinion et aussi plus concrètement comment les français s'expriment, c'est vrai que ça donne une forme de vision un peu globale de la société et en politique également. Et alors la situation politique, c'est vrai que pour revenir à la question, actuellement, c'est intéressant parce que juste avant de commencer l'espace, je voyais un sondage qui faisait le 11 décembre jour de France à Bérrou et qui montrait une forte dégradation de l'opinion des français sur France à Bérrou et sa façon de gérer le gouvernement.

Et je pense que ça résume plutôt bien ce qui se passe en France depuis au moins 30-40 ans. Alors c'est toujours compliqué d'essayer de trouver le point de départ de là où tout a basculé, on va dire, en France. Mais ce qu'on voit, c'est qu'il y a une grosse défiance à la fois des citoyens vis-à-vis des élus et ce qu'on sait d'un peu moins, c'est la défiance des élus aussi vis-à-vis des français.

Et ça par contre, on peut le dater puisqu'on va le fêter, en tout cas le commémorer en mai, c'est les 20 ans du référendum de 2005 où les français ont voté non au traité constitutionnel et les élus ont ensuite adopté par la voie parlementaire un autre traité très similaire et qui est encore aujourd'hui, moi je le voyais quand je travaillais à l'IFOP, c'était des choses qu'on citait encore, que les gens nous citaient encore pour expliquer pourquoi il y avait une défiance aujourd'hui en France et pourquoi il y avait un malaise démocratique.

Ce qui prouve que ça a été quand même important ce moment-là. Et tout ça pour dire que les conséquences se font encore ressentir aujourd'hui vu que depuis 2005, la situation s'est peu à peu dégradée. J'avais regardé, c'est un outil qu'on voit souvent, vous savez la popularité des présidents et on voit que vraiment à partir de 2005, plus jamais aucun président n'a dépassé plus de 50% d'opinions favorables de manière durable.

Ça arrive parfois au tout début du mandat que lui vient d'être élu, donc les gens ont une bonne image, mais ça se dégrade très rapidement et c'est vraiment depuis cette époque-là, depuis Jacques Chirac, que les choses ne se sont jamais rétablies, le lien ne s'est jamais rétabli entre les Français et leurs élus. Et voilà, là, François Bayrou ne déroge pas la règle, Emmanuel Macron ne déroge pas la règle. Ce qui ne veut pas dire par ailleurs que les Français sont tenus de faire des choix, parfois politiques difficiles.

Ça c'est nos institutions qui fonctionnent comme ça. Il y a l'élection présidentielle, la deux tours, et au deuxième tour, il faut bien voter pour l'un ou l'autre, où ça se tenir, mais qui est aussi un choix en soi, et élire l'un des deux, même si ce n'est pas forcément celui qu'on aurait préféré. Et ça, tout ça, aujourd'hui, crée une forte pression, j'ai l'impression, en tout cas dans la vie politique française, chez les gens, sur quoi faire, quelle est la bonne solution, vers qui se tourner, tout ça crée évidemment à la fois une angoisse et

généralement une frustration aussi, puisque la solution, l'homme présidentiel n'existant pas, ça pose évidemment problème.

[Intervenant 2] (10:01 - 10:34)

Donc, si j'ai bien compris ce que tu as comme analyse de la situation actuelle, c'est qu'en fait, il y a une lente et longue dégradation depuis 2005, peut-être même d'ailleurs 2008, puisque finalement en 2005, les Français disent non, et puis 2008, finalement, on est trahi par le président Sarkozy et nos représentants, et qu'à partir de là, il n'y a plus du tout d'acceptation d'une forme de nécessité de soumission du peuple à ses dirigeants.

[Intervenant 1] (10:35 - 11:37)

Oui, c'est ça, autant je pense que la façon dont les gens l'exprimeraient est peut-être différente, mais c'est aussi ce qu'il faut souligner, c'est que tout le monde, sans le verbaliser, sans en avoir vraiment conscience, ce qui peut arriver, ce qui est évidemment le cas dans certains électorsats, je pense notamment à celui du RN ou de l'FI, il y a vraiment un récit très construit sur la division entre l'élite et le peuple, ça on le sait, mais ça existe aussi dans d'autres électorsats, et j'ai des gens qui n'ont pas forcément conscience, mais qui sentent que les choses, qu'on ne fait pas vraiment comme eux, et c'est peut-être aussi le cas, notamment chez les abstentionnistes, par exemple. Donc oui, c'est assez juste, je suis tout à fait d'accord, c'est vraiment l'état d'esprit dans lequel les Français sont actuellement, et qui va concerner quand même une part importante de la population, presque majoritaire, je pense qu'on peut quasiment, si on y ajoute les abstentionnistes, et évidemment tout ça a créé, pourrie un peu la situation de manière générale, et ne peut créer que de l'insatisfaction chez les citoyens.

[Intervenant 2] (11:37 - 13:27)

Alors, il y a comme ce prisme-là, cette lecture qui est d'un long déclin, entre finalement la relation entre les citoyens et leurs élites, elle se comprend, elle s'explique, elle peut être d'ailleurs un petit peu accentuée par l'outil numérique, et l'émergence d'Internet, et ensuite, on ne s'en rend pas compte, mais avoir un smartphone, et donc avoir une hyper-connectivité à l'information et à l'échange, permet effectivement aussi de modifier les rapports entre les élites, mais est-ce que finalement, dans ta lecture purement politique, ce qui s'est passé dernièrement, avec les deux derniers quinquennats, n'est pas aussi un marqueur ? C'est-à-dire que, quand on regarde avant, on avait deux camps qui se faisaient face, la droite, la gauche, on va dire traditionnelle, et l'élection de Macron a un petit peu bouleversé tout ça, repoussant finalement les deux camps sur les extrêmes, puisqu'il s'est accaparé le centre, et aujourd'hui, cette défiance, dans ma lecture personnelle, ce qui m'intéresserait, c'est d'avoir la tienne, cette défiance s'est vraiment accrue, parce que là, par exemple, si on regarde, ça fait un an qu'on a une forme de rejet d'intimité, non pas démocratique, mais même républicaine, c'est-à-dire que le jeu de l'élection n'est même plus véritablement respecté, depuis quelques élections, même l'élection de 2017, et c'est peut-être ce qui a généré les Gilets jaunes, qui étaient portés par une forme d'espoir, a été tout de suite déçu par les premières décisions législatives, et qui, du coup, a mis, justement, une part de la population non négligeable dans la rue, une approbation de 80%, est-ce que tout ça, pour toi, ça s'inscrit dans la continuité du déclin de la relation, ou est-ce que, véritablement, la dernière présidence en cours marque une forme de dégradation accentuée encore de cette relation entre les citoyens et les élites ?

[Intervenant 1] (13:27 - 18:15)

Oui, oui, et tout ça est lié, puisqu'il ne faut pas oublier qu'en 2007, Nicolas Sarkozy était élu avec une forte espérance, il avait même réussi à siffler une part de l'électorat du FN, ce qui, aujourd'hui, paraîtrait presque impossible à imaginer, mais qui, à l'époque, est arrivé avec une forte espérance. Ce quinquennat est de déception, évidemment, les résultats n'étaient pas là, au point que les Français ont préféré élire Hollande et faire battre Nicolas Sarkozy, qui se représentait. Donc, une élection de Hollande avec certains espoirs, sans doute, de justice sociale, ce genre de choses, mais qui était aussi largement nourrie par un rejet du sarkozysme.

Et puis, voilà, ce quinquennat déçu, décevant également, et qui, selon moi, va ensuite, de gauche à droite, les gens vont essayer, déception, et qui va ensuite nourrir et porter aussi la candidature d'Emmanuel Macron, avec cette idée que, voilà, c'était un peu ça, quand même, Emmanuel Macron, à l'époque, c'était, on va tout changer, on va tout réformer, pardon, et un peu prendre le meilleur des deux camps, pour en faire quelque chose de très positif, et ça a sans doute convaincu des gens, mais sur la base de promesses qui, évidemment, on le voit aujourd'hui, n'ont pas été tenues, en tout cas, c'est ce que les Français, visiblement, expriment, et c'est bien de le rappeler aussi, puisque c'était déjà le cas assez tôt dans le quinquennat.

Emmanuel Macron avait quand même une cote de popularité qui n'était pas mauvaise, c'est-à-dire qu'elle était autour de 40%, tout est relatif, évidemment, vu que 40%, ça reste minoritaire, mais c'était quand même pas trop mal, et ça a vraiment dégringolé avec les Gilets jaunes, qui ont, je pense, exprimé les premières, évidemment, critiques de la façon de faire, et de ce double discours, finalement, qui, certes, était vu comme positif au départ, vu qu'on se disait qu'on allait prendre le meilleur de la gauche et de la droite, et puis finalement, c'est transformé en ce qu'on avait déjà vécu avant, ce que la classe politique précédente avait déjà tenté de faire, alors ce qui m'intéresse dans le macronisme, en tout cas dans Macron, c'est que, alors ce n'est pas forcément quelque chose de positif, bien sûr, mais c'est qu'il a justement utilisé ça, c'est-à-dire la déception que les Français avaient du quinquennat Sarko de Hollande et de tout ce jeu de balance gauche-droite, et un petit peu de ce qui était vu comme un cinéma, de, on critique le gouvernement quand il est dans l'opposition, et inversement, Emmanuel Macron a réussi à l'utiliser en portant un petit peu cette frustration des Français, de, on ne peut rien faire dans ce pays, on ne peut pas réformer, tout le monde est dans la rue tout le temps, donc il a beaucoup utilisé ça, mais jusqu'à aujourd'hui, jusqu'au point où aujourd'hui, tout ça n'a plus de valeur, et Emmanuel Macron lui-même apporte un bilan maintenant, donc il ne peut plus seulement dire que rien n'a été fait avant lui, puisqu'il a été au pouvoir plus longtemps que ses prédécesseurs.

Et voilà, je trouve que c'est très intéressant de voir comment lui a utilisé toute cette frustration, même au moment des gilets jaunes, puisqu'au début des gilets jaunes, effectivement, vous l'avez rappelé, il y avait un fort soutien, mais avec les débordements, etc., qui s'expliquent de façon tout à fait naturelle, puisque c'était une manifestation, c'était hors du cadre institutionnel, mais ce qui en dit beaucoup aussi. Tout ça a fini de façon assez spectaculaire dans des affrontements, que les Français rejettent de manière générale, on le sait, on le voit, au début, les Français soutiennent ce genre de manifestations, et puis dès que ça déborde, dès que ça dure aussi, les gilets jaunes disparaissent sans détourner, ce qui est une forme de fatigue un petit peu autour de ces manifs. Et voilà, Emmanuel Macron a réussi à tourner ça aussi, vu qu'on a vu qu'après, les gilets jaunes, il a repris un peu de popularité, ce qui montre que les Français ont plus ou moins soutenu la fin de ce mouvement.

Et voilà, je pense qu'aujourd'hui, c'est un peu terminé tout ça, vu que tout a été vraiment usé jusqu'à la corde. Toute cette rhétorique du macronisme, du monde avant, etc., on voit qu'aujourd'hui, c'est un peu le retour de tout ça, et surtout le manque de bilan, le manque de résultats. Et je pense que si on repart juste à la fin, juste maintenant sur les gilets jaunes, qu'est-ce que tout ça a donné ?

Qu'est-ce que les fonds qui ont été débloqués, les solutions trouvées à l'époque, qu'est-ce que tout ça a permis d'améliorer dans le pays ? Et ça, je pense que les Français voient que ça n'a rien permis, justement.

[Intervenant 2] (18:16 - 19:27)

Si je comprends bien, en fait, tu expliques le macronisme comme étant une accumulation de promesses successives, qui malheureusement, enfin malheureusement, c'est une évidence pour beaucoup, mais n'ont pas été tenues et qui du coup ne peuvent plus être cachées ni sous le tapis. Aujourd'hui, ça devient une évidence. Donc du coup, on a dans ta lecture, si j'ai bien compris, une responsabilité de chacun des présidents qui se sont

succédés depuis 2005, on va dire, depuis l'élection de Sarkozy, si je fais le résumé de ce que tu as expliqué, qui ont déçu leur électorat, qui ont déçu même au-delà de leur électorat de base.

Et c'est ce qui amène aujourd'hui à cette défiance des citoyens envers leurs aînés. J'aimerais savoir comment tu intègres dans cette analyse personnelle, liée aux responsables, l'incidence de l'Union européenne. Puisque justement, si on prend le point de départ que tu exprimes, qui est 2005 et le référendum, qui a été clairement exprimé par les Français, qui n'a pas été respecté et qui était un rejet de l'Union européenne, aujourd'hui, nous y sommes.

Comment tu analyses la responsabilité de l'Union européenne dans ce désamour entre les citoyens et leurs élites ?

[Intervenant 1] (19:28 - 26:37)

C'est un peu compliqué de parler de responsabilité de l'Union européenne, puisque, enfin, ce n'est pas compliqué, mais la France participe de l'Union européenne et donc tout ce que ça implique en termes de règles, d'échelle aussi des compétences, etc., tout ça a été plus ou moins soutenu par les Français sur la base de, je pense, de bonnes intentions, évidemment, et aussi sur la base de l'intérêt que ça pouvait avoir économiquement.

2005, c'était vraiment, je pense, l'expression du malaise qu'il y avait autour de cette participation de la France à l'Union européenne. Donc, il faut se rappeler qu'à l'époque, au tout début de la campagne, les Français étaient plutôt favorables aux traités de constitution. Ils étaient presque à 60 % au moment où Jacques Chirac annonce le référendum.

Et puis, le fait d'avoir eu ce vote, d'avoir eu cette campagne référendaire, a permis d'évoquer un peu plus précisément les enjeux autour de l'Union européenne et de faire aussi un bilan un petit peu de la participation de la France. Et à l'époque, c'est vrai qu'il faut se souvenir. Alors, c'était intéressant parce qu'il y a eu plusieurs moments dans la campagne, mais à un certain moment, on a beaucoup évoqué les réussites de l'Union européenne, en tout cas de la coopération européenne, parce que ce n'est pas tout à fait lié, mais par exemple Airbus, Argan, etc.

Et on voyait, quand il y a eu ce traitement, parce qu'il y a eu le lancement de la 380, une remontée du 8, par exemple, ce qui montrait qu'il y avait quand même chez les Français toujours cet intérêt pour l'Union européenne et ce que ça peut apporter. Après, il y a le débat de est-ce que c'est l'Union européenne ou pas. Et puis après, le débat s'est plutôt porté sur le social et la directive qui était discutée à l'époque, Wolkenstein, sur le travailleur détaché, etc., ce qu'on évoquait à l'époque, le plombier polonais. Et là, on comprenait peut-être un peu mieux le danger que pouvait faire peser l'Union européenne sur les normes sociales. Et ça a sans doute expliqué très largement la victoire du non à la fin. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que déjà en 1992 avec Maastricht, le oui était dépassé de très très peu, donc il y avait aussi déjà ce doute.

Et c'est vrai que ce doute, et voire presque ce rejet sur certains points où les Français ont exprimé, il n'a pas du tout été pris en compte dans la classe politique. Et c'est vrai qu'on a continué à avancer dans l'intégration européenne, alors qu'il y avait déjà des signes, des signaux envoyés par les Français très précis, puisque là, ce n'était pas je vote pour un candidat qui est vaguement anti-Union européenne, c'était des textes sur lesquels les Français s'exprimaient, que ce soit Maastricht ou 2005. C'était des choses très concrètes.

Et pour autant, ça n'a pas été pris en compte. Et c'est vrai qu'il peut qu'il y avoir un malaise aujourd'hui entre le fait d'appartenir à l'Union européenne et les conséquences que ça a, puisque les Français, certes, ne veulent pas rompre avec l'Union européenne ou quoi que ce soit, mais c'est sans doute plus, ils ne veulent pas rompre avec l'aspect échange commerciaux, économie, avantages économiques, sans pour autant valider toutes les

règles. Et c'est un petit peu ce qu'on a vu avec le référendum sur le Brexit, puisqu'à l'époque, les Britanniques ont voté pour le Brexit, mais ils ne voulaient pas forcément rompre toutes les règles.

Et c'est vrai que ensuite, toutes les règles, pardon, tous les liens, dans les sondages de l'époque, on voyait que les Britanniques voulaient certes sortir de l'Union européenne, ils l'ont voté, mais auraient bien conservé, par exemple, un accès ou un accord économique ou commercial. Et ce qui n'a pas pu être négocié, à la fois du point de vue de l'Union européenne, qui voulait évidemment faire comprendre aux Britanniques ce que ça signifiait de voter pour quitter l'Union européenne, certes, mais aussi du côté de la classe politique britannique, qui a aussi voulu adopter une vision maximaliste de l'application de la décision, alors qu'en réalité, dans l'opinion, il y avait une forme de bon sens qui voulait qu'on quittait l'Union européenne, mais qu'on gardait quand même des accords.

Et c'est un débat qu'on retrouve aussi dans un autre pays qui pratique beaucoup le référendum en Suisse, où justement, le gouvernement suisse a négocié des accords avec l'Union européenne, la Suisse n'étant pas membre de l'Union européenne, et voilà, toutes les discussions actuelles, puisque les Suisses ont voté par référendum sur ces accords d'ici quelques années, c'est, voilà, quel est le dumping possible sur les salaires suisses, mais aussi, et ça c'est important, ça rejoint votre question, à quel moment on est prêt à perdre, à quel niveau de souveraineté on est prêt à perdre, vu que si on signe des accords avec l'Union européenne, la décision est retirée du niveau national vers le niveau européen, et ça crée forcément une perte de souveraineté. Et ce débat-là sur la perte de souveraineté que j'évoque là en Suisse, en France, on l'a pas tellement, et on a tendance à parler que des aspects positifs de l'Union européenne, sans réfléchir à toutes les conséquences que ça a pu avoir sur la désaffection des citoyens avec la politique en France, puisqu'une partie des décisions ne se prend plus au niveau national, mais plutôt au niveau européen, et l'imbrication de tout ça, la complexité aussi de ces imbrications, puisqu'on dit souvent, ah mais non, c'est pas l'Union européenne, c'est bien les élus nationaux qui peuvent agir. Il est très complexe, et malheureusement, ça crée, comme je le parlais au départ, un malaise.

Et je pense que les Français n'arrivent pas, peut-être, je sais pas, en tout cas pour certains d'entre eux, à avoir une vision cohérente de tout ça, de se dire que, et on le voit, les Français, par exemple, sont majoritaires de ne pas vouloir quitter l'Union européenne, mais il n'y a pas d'entre-deux. C'est-à-dire qu'il n'y a pas d'offre entre deux où, certes, ils ne veulent pas quitter l'Union européenne, mais ils expriment quand même la volonté de vouloir revenir au niveau national des compétences qu'ils ont aujourd'hui données à l'Union européenne. Mais personne n'essaie de travailler, justement, cet aspect-là.

Même si les Français ne veulent pas quitter l'Union européenne, il y a quand même une volonté de retrouver une forme de compétence nationale, tout simplement. Évidemment, l'Union européenne a une incidence. Maintenant, pour les Français, ça reste quand même les élus nationaux qui ont la main.

Et de fait, seuls eux peuvent proposer des solutions pour résoudre ces problèmes. Et bon, je pense que c'est évident en matière d'immigration, par exemple. Ça, les Français, je pense, le ressentent clairement.

Même s'ils ne sont pas contre, évidemment, une action au niveau européen, mais ils sont aussi pour une action au niveau national. Et on le voit notamment dans les sondages, avec la volonté de sortir de l'espace Schengen, alors qu'il n'est pas purement l'Union européenne, mais qui en incarne aussi la politique. Typiquement, voilà, ce genre de cas où les Français veulent quitter l'espace Schengen, tout en restant dans l'Union européenne, tout en ayant aussi des protections au niveau européen.

Voilà, il y a une abréviation, parfois un peu complexe, dans l'opinion, sur les sujets européens.

[Intervenant 2] (26:38 - 26:49)

On reviendra sur la question européenne, qui est, je pense, très importante. On va passer la parole à Françoise. N'hésitez pas pour les autres à monter, si vous avez des questions à poser à Paul Sébille.

Françoise, bonjour, comment tu vas ?

[Intervenant 4] (26:50 - 28:43)

Bonjour, Khalil, ça va bien, merci à toi pour cet espace. Bonjour, Paul Sébille, que je découvre aujourd'hui. Bonjour.

Alors, nos politiques n'ont pas... Ce que je voulais juste me permettre de dire, c'est que les politiques en France n'ont pas vraiment la main, puisque c'est l'Union européenne qui a les compétences économiques, migratoires, sociales, également, sur notre pays. Ne nous restent que les sujets sociétaux, le mariage pour tous, ce genre de choses sur lesquels les politiques ont la main.

Mais tout ce qui concerne vraiment directement notre porte-monnaie, par exemple, notre travail, c'est une compétence de l'Union européenne. Donc, si les Français, comme vous le disiez très bien, les Français veulent sortir de Schengen, mais rester dans l'Union européenne. Mais le problème, c'est qu'en France, les partis politiques n'expliquent pas correctement aux gens, quand ils sont invités dans les médias.

Migration, par exemple, c'est une compétence de l'Union européenne depuis 1995 ou 1997. Je n'ai plus la date en tête. Que les délocalisations, destruction des services publics, évasion fiscale, c'est aussi la faute de l'Union européenne.

Il suffit de lire le traité de Lisbonne. Et aussi de savoir qu'au mois de mars-avril, il sort toujours les grandes orientations politiques, économiques et sociales que l'Union européenne dicte à la France et qu'on est quand même bien obligé d'appliquer. Notamment, quand François Hollande ou je ne sais plus qui avait baissé les APL, c'était une recommandation de l'Union européenne pour qu'on respecte leurs impératifs budgétaires.

Donc, le problème en France, c'est que la vérité n'arrive pas aux oreilles des Français. Il y a l'urgence de quitter l'Union européenne. Et au mouvement des gilets jaunes, dont j'ai participé, les gens étaient quand même bien conscients que l'Union européenne était un problème.

Mais à chaque fois, les gens se disent comment on peut faire puisque les gens qui le disent sont censurés. Donc, les Français votent toujours les mêmes qui nous ont mis dans cette situation exécrationnelle pour notre pays.

[Intervenant 2] (28:45 - 28:47)

Merci Françoise. Paul, une réaction à ce que vient de dire Françoise.

[Intervenant 1] (28:49 - 32:49)

Je pense qu'il y a une partie de ce que vous dites qui est sans doute ressentie par certains. Mais attention, il y a quand même chez les Français, comme je le disais, l'idée qu'on peut quand même faire des choses au niveau national. Sans doute sur la base d'un regard sur l'idée que certains pays, même dans l'Union européenne, arrivent à mieux s'en sortir que la France.

Et c'est quelque chose aussi en France qui relève de ce que je disais au départ sur la défiance. C'est qu'il y a cette idée que si les choses vont mal en France, ce n'est pas à cause de quelque chose d'ailleurs, de supérieur, en partie peut-être. Mais c'est aussi de la faute des hommes et des femmes politiques et de leur bilan.

Et ça, ça prend une part importante dans l'esprit des gens puisqu'ils peuvent faire comparer leur situation avec celle d'autres pays. Pendant longtemps, on disait que l'Allemagne s'en sortait mieux. Mais d'autres pays, en Scandinavie, etc., qui, malgré l'Union européenne, réussissent à avoir des indicateurs plus intéressants et plus favorables que nous. Et aussi l'idée qu'il reste quand même marge de manœuvre nationale sur certains sujets. Je pense à l'immigration. Tout ce qui est droit de la nationalité n'est pas une compétence de l'Union européenne, par exemple.

Tout ce qui va toucher aussi les personnes de nationalités extra-européennes, la France peut agir aussi sur ce sujet-là. Et en matière économique, je suis d'accord, l'Union européenne essaie de tendre vers une harmonisation globale des droits sociaux. Donc ça a forcément une incidence, mais qui n'est pas, en tout cas dans l'esprit des gens, directe.

C'est-à-dire qu'ils ont quand même l'idée que les élus peuvent agir. Après, peut-être qu'ils ont une idée fautive, aussi c'est possible, que les élus peuvent agir alors qu'ils ne le peuvent pas. Et ça, ça renvoie à ce que je disais sur ce qui se passe en Suisse.

Parce que la Suisse vote de manière générale sur tous les traités et les rapports qu'ils ont avec l'Union européenne. Et c'est toujours très intéressant de voir les débats qui existent là-bas, à la télévision, entre les hommes et les femmes politiques, avant le vote. Et où, vraiment, la place du droit européen est très importante.

C'est-à-dire qu'on parle souvent de ça dans les débats en Suisse, du fait qu'il y a des reprises automatiques des directives et que ça freine, ça limite la souveraineté nationale. L'incidence de la libre-circulation sur les droits sociaux, la Directive Travailleurs Détachés par Nom, ils en parlent beaucoup. Puisque c'est quelque chose qui les inquiète, évidemment, le salaire en Suisse étant beaucoup plus élevé que dans le reste de l'Union européenne.

Donc ça, évidemment, ça a une incidence, ça joue. Je pense que peut-être qu'en France, on a trop tendance à le mettre de côté. Alors même que c'est quelque chose qui a joué dans le nom en 2005.

C'est des débats qu'on n'a pas tellement, qu'on explique assez peu. Et je pense parce qu'il y a une forme de malaise sur le résultat de l'appartenance de la France à l'Union européenne. Voilà, en 2005, les gens avaient peur des délocalisations.

Et effectivement, on voit aujourd'hui que la majorité des délocalisations en départ de la France vont dans les pays de l'Union européenne. Et ça, ça pose, évidemment, un problème sur notre relation avec l'Union européenne. Et ça crée un malaise, puisque la volonté de sortir, elle n'existe pas actuellement.

Ce qui ne veut pas dire que les gens n'ont pas des greffes apportées à l'Union européenne, la façon dont ça fonctionne, etc. Et ça, ça a nourri, évidemment, le vote pour le Rassemblement national, par exemple, alors qu'il y a changé de politique dessus. Mais les électeurs, eux, n'ont pas changé d'avis.

Ce n'est pas parce que le RN a changé de politique qu'eux ont changé d'avis. On sait que l'électorat RN est toujours majoritairement favorable à la sortie de l'Union européenne. Et ce n'est pas un hasard.

[Intervenant 2] (32:52 - 33:05)

On va laisser Françoise te répondre, puisqu'elle a relevé la main. Et après, on aura Marc qui pourra également te poser des questions. Vas-y, Françoise.

Je n'avais pas mis le micro.

[Intervenant 4] (33:07 - 34:45)

Oui, c'est juste pour recommander à vous, Paul, et toutes les personnes qui sont présentes sur le site actuellement. Il y a un film documentaire indépendant qui a été réalisé par Camille Adam, qu'on trouve sur YouTube, qui s'appelle « Au nom de l'Europe ». Et franchement, c'est des archives de l'INA.

Le travail qu'a fait ce jeune homme, qui est un avocat, est extraordinaire, parce qu'il permet justement de voir, depuis le traité de Rome, toutes les promesses que nous ont faites la gauche et la droite sur l'Union européenne, qui n'ont pu être tenues, justement. Et pour revenir à la Suisse, elle peut collaborer quand elle veut avec l'Union européenne. Nous, la France, il faudrait qu'ils réfléchissent un peu.

Les pays qui sont dans le monde entier, qui ne sont pas dans l'Union européenne, ils commercent entre eux. Donc l'Union européenne, elle détruit nos conquêtes sociales, elle détruit notre pays. Et c'est flagrant maintenant, c'est de plus en plus visible.

On s'appauvrit. Alors qu'en 1992, pour nous vendre Maastricht, on nous avait promis la croissance, le plein emploi, la prospérité. Et puis bien sûr, il y avait la fameuse paix.

On voit ça avec l'Ukraine et nos participations au bière illégale de l'OTAN. Donc voilà. Juste pour dire que moi, je souhaite vraiment que nous retrouvions notre indépendance nationale et notre souveraineté monétaire, pour que nous soyons un pays libre, puisque l'euro également a plombé notre économie.

Et donc à tout le monde, je recommande, au nom de l'Europe, Camille Adam sur Youtube. Vraiment, ce film est une pépite à regarder, prendre des notes, et à diffuser autour de nous, pour expliquer aux gens qu'ils comprennent que changer l'Union Européenne, ce qu'on nous a toujours promis, est impossible. Voilà, j'en ai terminé, Kadil et M.

[Intervenant 2] (34:45 - 34:57)

Semi. Merci Françoise. Je l'ai épinglé en haut, donc vous retrouvez en haut épinglé le film, justement, au nom de l'Europe.

Effectivement, je vous conseille à tous de regarder et de partager. Marc, je t'en prie.

[Intervenant 6] (35:00 - 35:49)

Bonjour, Paul Semi. Bonjour. Du coup, j'avais une question sur l'opinion des Français.

Et donc, si j'ai bien compris, vous avez quand même des réserves sur le RIC, notamment du point de vue de la manipulation. Et du coup, j'aimerais savoir, par rapport à ce que vous disiez sur l'opinion générale des Français sur l'Union Européenne, j'aimerais savoir quelle est la part, justement, de la manipulation, l'influence des sondages, on va dire, alors moi je vais dire directement l'endoctrinement, l'Europe c'est la paix et tout ça. Enfin, moi aussi j'y ai cru, j'ai été baigné là-dedans, j'ai été éduqué avec ça, ce qui m'était répété comme un dogme religieux.

Et du coup, voilà, quelle est la part de la manipulation dans ce type de consensus ? Parce qu'on a vu justement qu'en 2005, on était parti d'un oui à 60% pour finir avec un non. Donc, quelle est la part de la manipulation d'opinion et sous quel rouage ?

[Intervenant 1] (35:50 - 40:46)

Oui, alors moi non, moi je suis vraiment 100% favorable au référendum d'une science citoyenne, peu importe comment on l'appelle, au contraire, puisque justement, et je pense que c'est un très bon exemple, le référendum de 2005 a parfaitement montré comment fonctionnait cet outil au niveau national, comment les gens l'utilisaient, et surtout comment un débat nourri peut permettre aux gens de changer d'avis, de se faire une idée plus précise aussi. On l'a vu notamment au Danemark, Danemark est un pays qui vote aussi très souvent sur l'Union Européenne, et c'est l'un des peuples qui connaît le mieux

l'Union Européenne, c'est-à-dire que l'Union Européenne fait des sondages assez régulièrement sur les connaissances en matière de l'Union Européenne, et c'est les Danois, par exemple, qui sont les plus compétents, et notamment, à l'époque où ils votaient, c'était ceux qui connaissaient mieux les traités. Et ce n'est pas un hasard, c'est parce que l'un des avantages de la démocratie directe, c'est vraiment d'améliorer la compétence des citoyens, de faire circuler l'information. Et en 2005, on l'a bien vu.

On a bien vu que les gens s'étaient informés, qu'on commençait à parler de choses assez concrètes sur l'Union Européenne, les droits sociaux, la souveraineté, etc. Donc moi, je pense que, au contraire, c'est un très bon outil de formation citoyenne, et justement, sur le côté manipulation, etc., c'est un peu compliqué, puisque je pense que parfois, on voit de la manipulation derrière des choses qui sont simplement des défauts de notre fonctionnement démocratique. Et c'est vrai qu'en 2005, on l'avait vu avec les médias, le oui avait été largement surreprésenté dans les couvertures des médias.

Et donc, on aurait pu imaginer que ça aurait favorisé le oui, alors que pas du tout, finalement, à la fin, le non l'emporte, malgré cette surreprésentation à la fois dans les commentateurs, mais aussi dans le traitement, tout simplement les reportages. Le oui était favorisé. Et malgré ça, le non l'a quand même emporté, ce qui prouve que...

Moi, je crois vraiment à ces choses-là sur la manipulation. C'est simplement que, évidemment, la sociologie des médias et des journalistes fait qu'ils ont plutôt tendance à... puisque c'est plutôt des classes peut-être plus aisées, qui ont des diplômes, ce qui, généralement, a tendance à favoriser un avis positif sur l'Union européenne.

Là, je parle pour 2005, bien sûr. Là, c'est simplement un défaut, un prisme, un défaut de représentativité, finalement, des médias, mais qui n'empêche pas du tout, je pense, les citoyens de se forger une opinion par eux-mêmes et de prendre des décisions tout à fait cohérentes à ce à quoi ils aspirent. Et tout ça, ce débat, l'effet de ce débat en 2005, se voyait dans les sondages.

Ce débat, les sondages avant le début du débat montraient que les Français étaient sans doute favorables au traité parce que, par principe, c'était favorable à la construction européenne. Donc, pour eux, pas de problème, a priori. Puis, la campagne se faisant, le nom a commencé à progresser de plus en plus jusqu'à déboucher sur le nom dans les urnes.

Et tout ça s'explique, comme je le disais tout à l'heure, sur la façon dont le débat s'est tenu. Mais c'est vrai que, avant l'annonce du référendum, je pense que beaucoup de gens pensaient que le Oui allait l'emporter en oubliant, peut-être, le référendum de 1992 et en oubliant, en ignorant, peut-être, qu'un débat, l'effet d'un débat référendaire et que rien n'est joué d'avance, que les gens peuvent changer d'avis, vu que, notamment en 2005, ce qui a fait basculer le vote, c'est principalement le nom à gauche et le nom, notamment, du Parti des électeurs socialistes qui ont vu, dans l'Union Européenne, une atteinte aux droits sociaux, peut-être aux droits sociaux, mais plus globalement à leur progression sociale.

Et on l'a vu depuis. L'histoire, entre guillemets, leur a plutôt donné raison. Le malaise social qu'on connaît aujourd'hui était donc déjà bien anticipé, il y a 20 ans.

Je ne suis pas trop participant de cette idée que on manipulerait forcément l'opinion. Ça peut être simplement, sans doute, du point de vue électoral, je pense, mais c'est simplement une mauvaise représentation. Et le référendum vient, justement, et est très utile là-dessus.

Il remet les cartes sur la table et permet à chacun de s'exprimer, ce n'est plus seulement quelques élus qui peuvent voter, mais c'est vraiment remis dans les mains des citoyens et c'est beaucoup plus fort qu'un vote parlementaire. Et c'est en ça que c'est très utile.

[Intervenant 2] (40:47 - 43:40)

Alors, je vais me permettre de rebondir sur ce qui a été dit avant de repasser la parole aux intervenants. On a PiS et Daniel qui nous ont rejoint, peut-être pour... Daniel Sueur propose une question, puisqu'il a la main PiS.

Je ne sais pas, parce que je sais qu'il a des problèmes pour t'entendre, donc c'est pour ça, peut-être qu'il n'est pas intervenant. Par rapport à ce que tu viens de dire, il y a des choses, pour moi, qui sont assez intéressantes. Premièrement, il ne faut pas nier le ressort psychologique de la peur du changement.

Quand les Français, en 2005, se sont sondés pour savoir s'ils veulent intégrer l'Union européenne et donc quitter leur situation actuelle, il y a déjà un prisme psychologique qui favorise le statu quo, c'est-à-dire que changer de gouvernance, en quelque sorte, de fonctionnement en intégrant l'Union européenne est quelque chose qui peut faire peur déjà en soi. Et donc, aujourd'hui, la question se pose de la même manière, mais inversée. Quitter l'Union européenne et aller vers l'inconnu qui est d'en sortir, redevenir souverain au niveau national et isolé sur la perception que peuvent en avoir certains est quelque chose qui peut effectivement effrayer et qui peut expliquer pourquoi il y en a encore beaucoup qui souhaitent rester dans l'Union européenne, alors qu'on a quand même des éléments qui montrent, parce que ça a été abordé tout à l'heure, que sur le plan économique, la zone euro est une zone économique très faible par rapport au reste du monde. C'est une zone qui se défend mal sur le plan économique. Et quand on est français, encore plus, parce que l'euro est une monnaie qui a été basée sur le marque et donc une monnaie plutôt pour l'Allemagne et les pays du nord au détriment des pays méditerranéens.

Et ensuite, la structuration même des réglementations est quand même très défavorable aux pays méditerranéens et à la France, en particulier pour ce qui nous concerne. On le voit sur l'énergie, sur l'industrie, sur bien d'autres prises. Donc, se pose une question psychologique de la part du ressenti, mais aussi, et tu l'as abordé sur le plan médiatique.

En 2005, il y avait effectivement une couverture très forte qui mettait en avant l'adhésion à l'Union européenne. Mais il y avait quelque chose qui était intrinsèque à l'idée d'un référendum, ce sont les débats. Lors des débats, il y avait deux camps.

Le pour et le contre l'adhésion. Et ces débats se faisaient à des heures de grande écoute. Aujourd'hui, et ça a été visible à toutes les élections précédentes, il n'y a plus de référendum depuis.

Mais lors des élections, tous ceux qui sont pour le maintien dans l'Union européenne ou des ajustements, mais sans quitter l'Union européenne, sont ceux qui vont être majoritairement diffusés. Et ceux qui sont pour un Frexit ou une sortie sous différents moyens sont très fortement invisibilisés. Ils vont débattre entre eux à 23h30.

Ils vont être mis dans des médias extrêmement marginaux. Et du coup, cette idée-là n'imprime pas dans la majorité de la population. Alors qu'en 2005, même si c'était minoritaire, comme ça l'est aujourd'hui, il y avait une capacité d'impression.

Qu'est-ce que tu en penses de ça dans la lecture de l'évolution de cela ?

[Intervenant 1] (43:43 - 49:25)

Alors, effectivement, c'est très intéressant cet aspect-là puisque l'on pourrait dire que finalement, la raison pour laquelle les Français ne sont pas favorables au Frexit serait simplement parce que le Frexit n'est pas mis à égalité dans les médias ou en tout cas maltraité. Et c'est vrai que peut-être, pourquoi pas, en tout cas, ce qui est bien de rappeler, c'est que lorsqu'il y a un référendum, ce qu'on n'a pas en France sur le Frexit, mais qu'on a eu donc en 2005, c'est que les deux camps, le oui et le non, les arguments pour et contre, sont mis à égalité au moins pendant une période de la campagne. En tout cas, on redonne

l'égalité aux deux camps pour se défendre, ce qui n'est pas le cas, par exemple, dans une assemblée, en tout cas, si on pense aux assemblées, à l'Assemblée nationale élue, je ne sais pas, moi, en 2007 ou après, la majorité des élus, puisque on l'a vu, ils ont voté à presque 90% pour le traité de Lisbonne, étaient favorables à l'Union Européenne, en tout cas, la façon dont elles s'exprimaient à travers ce traité. Au moins, le référendum permet de remettre les choses à égalité. Mais ce qui est important aussi de souligner sur la raison pour laquelle les Français ne seraient pas favorables au Frexit, alors il peut y avoir, c'est une hypothèse qui est possible, que les Français ne seraient pas favorables au Frexit, ce qui est possible aussi, même après un débat, les Britanniques, bon, eux, ont voté pour sortir, mais en soi, il y avait quand même 48% de Britanniques qui ne voulaient pas sortir, donc, en soi, ça aurait pu basculer d'un côté ou de l'autre, selon les arguments.

Mais, comme je l'ai dit, il y a quand même dans l'opinion française des critiques vis-à-vis de l'Union Européenne, une volonté aussi de retrouver certaines compétences, donc il y a quand même quelque chose qui se joue. Mais ce qui est, voilà, un aspect qui n'est pas souvent évoqué, c'est aussi quand les Français font des choix politiques, ils le font aussi, pas seulement vis-à-vis de leurs idées, mais aussi qui portent ces idées. Et il y a peut-être cette idée que les personnes qui portent le Frexit ne sont peut-être pas jugées compétentes, première chose, c'est possible, en tout cas, n'ont pas l'égalité requise pour à la fois porter le Frexit, mais aussi pour gouverner, puisque c'est aussi une élection présidentielle, on n'élit pas quelqu'un que pour le Frexit.

Certains, peut-être, mais je pense que la plupart des gens ont d'autres idées en tête, des enjeux à plus court terme sur leur niveau de vie, ou en tout cas l'avenir de leurs enfants, mais des choses qui n'ont pas forcément un lien direct avec ça. Et donc, si les acteurs qui portent ces idées ne sont jugés comme crédibles pour les appliquer, il ne risque pas d'y avoir un mouvement, peu importe la façon dont on traite ces personnes, puisqu'on pourrait se dire, à un moment de la campagne présidentielle, que les candidats sont à égalité du temps de parole. Et quand il y a un manque de candidats, avoir trois qui proposent le Frexit, ça démultiplie le temps de parole.

Et pour autant, les lignes ne changent pas forcément. Et pareil, quand Marine Le Pen proposait la sortie de l'euro, par exemple, je pense que l'un des gros problèmes sur cette proposition, c'est qu'elle ne semblait pas crédible. Peut-être le projet n'était pas assez bien construit, peut-être qu'on ne jugeait Marine Le Pen pas assez compétente pour appliquer cette idée.

Et ça, c'est tout à fait possible aussi. Et c'est quelque chose qu'il ne faut pas oublier, puisque, comme je l'ai dit, dans le choix du président de la République, il n'y a pas que des choses qui sont tangibles, comme le programme, les propositions. Il y a aussi la personne, la façon dont elle va se comporter au pouvoir, est-ce qu'elle est capable d'avoir tel ou tel réussite, accord, etc.

Et on l'a vu avec le Brexit, je pense aussi, c'est que ce qui, pour moi, a vraiment permis au Brexit d'arriver, d'être voté par les Britanniques, c'est que c'était le parti au pouvoir qui, en tout cas une partie, les conservateurs, une partie des conservateurs, qui était favorable. Alors David Cameron n'était pas favorable au Brexit, mais certains dont sont partis, oui. Et ça enlève un poids, je pense, dans le choix qu'ont les Britanniques.

Et malgré ça, il y a eu beaucoup de problèmes dans la façon dont a été mené le Brexit, qui ne correspondait pas tout à fait à ce que voulaient les Britanniques. Les Britanniques, vous vous rappelez, ils ne voulaient pas forcément une rupture nette. Bon, c'est ce qu'ils ont eu, plus ou moins eu.

Et ça a aussi, je pense, entraîné une désaffection vis-à-vis des conservateurs qui ont perdu les élections récemment. Donc, voilà, il y a une implication de pas mal de choses. C'est pas seulement est-ce que je suis pour ou contre le Brexit, c'est aussi beaucoup de choses.

Donc, au-delà même du traitement médiatique, il y a peut-être aussi les équipes qui veulent porter ça, la construction du projet, les alternatives, puisque je pense que les Français ne seraient pas favorables pour autant à une rupture nette, des relations avec leur partenaire européen, de toute évidence. On dit souvent, bien sûr, il y aura toujours des relations, certes, mais encore faut-il incarner un peu ces relations et expliquer comment ça va se faire. Et ça, je pense, c'est un ongle assez peu prêté sur cette question-là.

Pourquoi il n'y a pas de Brexit en France ? Déjà, est-ce que l'opinion est vraiment favorable à ça ? Est-ce qu'elle serait potentiellement favorable ?

Peut-être. La démocratie, c'est ça. C'est aussi convaincre les gens d'une option.

Donc, moi, je suis tout à fait clair sur cette idée. On l'a vu au Royaume-Uni, les gens ont voté pour le Brexit, mais en Suisse, en Norvège, les gens ont refusé de l'adhérer. Voilà, tout est possible.

Il n'y a aucune raison pour laquelle la France, les Français, seraient intrinsèquement en rejet du Brexit. Mais encore ceci, déconvaincre, comment on porte ses idées, ça, c'est très important aussi.

[Intervenant 2] (49:27 - 49:32)

Merci, Paul. On va passer la parole à Marc, et puis après, on aura donc PiS, Daniel et SouverainX qui nous a rejoints. Vas-y, Marc, s'il te plaît.

[Intervenant 6] (49:35 - 50:25)

Oui, c'était une réflexion que je voulais dire sur ce qui a été dit sur le référendum, qui met finalement à égalité, parce que ça pose le débat sur un sujet qui est bien déterminé, et c'est une des failles, finalement, je pense, de notre démocratie, de notre République, qui est qu'on vote pour des gens qui ont un programme et un avis sur tout, et on est obligé de faire un choix, de donner un blanc-seing à un groupe. Finalement, c'est là le but de la faille, qu'il faudrait des chambres séparées, des sujets séparés, une chambre sur l'immigration, une sur l'économie, une sur l'agriculture, une sur la justice, etc. C'est une réflexion qui m'est venue par rapport à la place de la démocratie et à la possibilité des citoyens, finalement, d'exprimer leur choix sur chaque domaine.

Je ne vois pas comment le mettre en œuvre, mais...

[Intervenant 1] (50:26 - 51:56)

C'est très intéressant, mais ça pourrait tout à fait se mettre en œuvre, simplement avec le référendum d'initiative citoyenne ou populaire, puisque ce genre d'outil permet d'extraire du débat parlementaire ou politique de manière générale, ou de l'élection tout simplement, du choix électoral à un sujet très précis, et les gens s'expriment dessus indépendamment de ce qu'ils votent au niveau national, et ça, on le voit très régulièrement en Suisse, où, en fait, la part des électeurs qui votent pour... Enfin, là, je pensais à l'Union Européenne, par exemple, mais...

qui votent pour le parti officiellement réceptif et très dur vis-à-vis de l'Union Européenne est minoritaire, cette part-là est minoritaire, et pour autant, les Suisses se rejettent régulièrement notamment l'adhésion à l'Union Européenne et ce genre de choses. Ou aux États-Unis, on l'a vu, là, avec l'élection précédente, des électeurs dans certains États votaient en faveur de la protection de l'avortement, alors même qu'en parallèle, ils votaient pour les Républicains et Trump. C'est vraiment ce genre de choses que permet le référendum, c'est de complexifier un peu les choix et de les...

de les séparer les uns des autres. C'est vrai que je pense qu'il y a beaucoup de gens qui votent pour des partis au niveau national, dans lesquels ils se retrouvent évidemment pas

à 100%, mais pour autant, ils sont bien forcés de faire un choix. Et voilà, faire des référendums nous permet justement de faire ces choix sur certains points très précis, tout en votant pour un parti et en faisant baisser la pression de manière générale, puisqu'on peut aisément voter pour un parti et ensuite corriger ce vote avec des référendums.

C'est vraiment tout l'avantage du système qu'on voit en Suisse.

[Intervenant 6] (51:57 - 52:32)

Merci. C'est là que je veux dire un point, c'est que ça reboucle sur ce dont je parlais et la manipulation, c'est que quand on a justement des partis qui ont un avis sur tout, derrière les médias et les sondages peuvent orienter le débat selon le vote qu'ils attendent des Français, en mettant l'accent après la lumière sur le thème du moment qui permet d'orienter un candidat ou un autre, en mettant l'accent sur l'immigration ou sur un fait divers, etc.

C'est là que se crée aussi la manipulation dans ce biais-là.

[Intervenant 2] (52:33 - 54:07)

C'est peut-être d'ailleurs, pour revenir sur ce que vient de dire Marc, cet intérêt du référendum pour éclairer des sujets et ce qui peut-être effraie les responsables politiques, c'est ce qu'a exprimé Macron en janvier 2018. Il avait dit que si les Français avaient à se prononcer sur l'idée du Frexit, ils feraient certainement comme les Anglais souhaiteraient sortir de l'Union européenne. Et c'était pour ça qu'il a tellement de crainte d'aborder ce type de proposition de référendum.

Et quand on parle de sondage, alors moi je ne vais pas être très tendre avec justement les organismes de sondage, non pas parce qu'ils ne sont pas capables de faire des sondages fiables, mais c'est parce qu'ils ont souvent une tendance à chercher une réponse plutôt qu'à trouver une réponse. On le voit avec la variation des sondages. J'ai demandé à Tchad GPT.

En 2017, mars 2017, 72% des Français étaient opposés à la sortie de la zone euro. Sondage en juin 2016, 45% des Français souhaitent rester dans l'Union européenne contre 33% favorables à une sortie. Donc, en fait, on a des variations de présentation.

Mais encore une fois, parce qu'il n'y a pas de véritable débat structuré sur cela, dans ce prisme comme on l'avait vécu en 2005. Le référendum est quelque chose de très intéressant à condition bien sûr qu'il soit organisé de façon équitable dans les temps de parole de la réponse à la question. C'est toujours le même problème.

Du coup, on va passer la parole à PiS qui attend depuis un petit moment. Ensuite, on aura Daniel et Souvrenix. PiS.

[Intervenant 10] (54:09 - 56:09)

Oui, bonsoir à tous et bonsoir notamment à Paul que je suis avec intérêt depuis plusieurs années sur X. Bonsoir. Bravo.

Et peut-être que le fait de sa première présence ce soir nous donnera envie à tous de le revoir sur un terme d'un rendez-vous régulier mensuel pour commenter l'actualité par rapport à l'opinion et avec en creux toujours le manque de démocratie. Ça serait génial. Bref.

Paul, j'ai une demande et deux questions à vous poser ou à te poser, je ne sais pas. Juste, en préalable, je fais partie de l'asphère militante du RIC constituant, mais on s'essouffle, moi personnellement. Et notamment, il y a une piste qu'on n'utilise pas.

J'ai quelques compétences là-dedans, c'est les actions de désobéissance civile. Alors, ma demande c'est, est-ce que Paul, tu pourrais pas nous faire un tarif à l'asphère constituante

pour tester à peu de frais pour nous, puisqu'on est des... On n'a pas beaucoup d'argent.

Donc on aurait besoin de poser des questions à l'opinion, mais on n'a pas d'argent. Bref, t'es pas obligé de répondre tout de suite, je le dis juste ça dans la conversation. Maintenant, mes deux questions, c'est par rapport à les actions de désobéissance civile, pour changer de registre un peu.

Les manifs ne marchent pas, les pétitions ne marchent pas, blablabla. L'asphère pour la démocratie directe hésite beaucoup à ça par méconnaissance. Et donc, je voudrais avoir ton ressenti, ton opinion, là, à chaud, sur deux idées d'actions qui sont largement aménageables.

C'est deux idées qui sont louées, on va commencer par la première, mais les deux sont liées à la symbolique de notre carte d'électeur, qui nous permet d'élire des représentants, mais derrière on décide rien du tout. Donc la première idée d'action de désobéissance civile très sottée, ça serait d'inciter les citoyens français à renvoyer leur carte d'électeur, en recommander, alors soit au préfet, au maire, à l'Elysée, à l'Assemblée, tout ça reste à peaufiner, mais l'idée dont on envoie notre carte d'électeur recommandée, alors elle est barrée, elle est déchirée, et puis on met dedans un failleur pour l'instauration du réconstituant. Donc je voudrais, voilà, qu'est-ce que Paul, tu penses de ce type d'action ?

Est-ce que c'est complètement déconnant ? Est-ce que c'est jouable ? Est-ce que c'est génial ?

[Intervenant 1] (56:10 - 59:55)

Non, mais j'ai pas d'avis à émettre sur les initiatives de chacun, puisque je pense que l'utilité de ce genre d'initiative est un petit peu, ben voilà, je pense que comme ce que faisaient les agriculteurs dans les panneaux, ça permet au moins de mettre la fonction locale sur un sujet. Après, le problème, c'est que, par exemple, sur le RIC, on en a déjà beaucoup parlé pendant les Gilets jaunes, sans pour autant que ça ait eu de conséquences directes, alors ça a eu une petite conséquence quand même sur une pratique au niveau local, les maires se sont un petit peu interrogés sur la démocratie, la façon dont on la pratique en France, mais en fait, c'est pas que j'ai pas d'avis, c'est juste que pour moi, le vrai... le vrai...

la vraie action pour ça, c'est tout simplement, et je dis simplement, mais en fait c'est très compliqué, c'est de convaincre les élus que c'est comme ça que on fera avancer les choses, qu'on va conserver aussi un modèle démocratique enviable aux yeux du monde, puisque aujourd'hui, il y a quand même cet enjeu là aussi, c'est que on est dans un monde un petit peu plus hostile qu'auparavant, où les pays démocratiques ont moins de poids, notamment économiques, et donc face à ça, notre modèle est peut-être moins enviable, et si la démocratie n'est pas rutilante et parfaite, faut pas qu'on puisse porter de flanc à la critique, c'est important d'avoir ce genre d'outil, et ça, encore faut-il le convaincre, et je pense que c'est important d'avoir cet aspect là en tête, et pas seulement l'aspect, comment on met les problèmes et les propositions, notamment le RIC, sur le devant de la scène, alors c'est très bien, et je pense que typiquement, ce genre de d'initiative, à mon avis, il faudra évidemment parler, enfin c'est pas moi l'expert de la com, mais c'est évidemment très spectaculaire, et il ouvre deux sens aussi, mais tant qu'on n'arrive pas à convaincre avec, je sais pas si c'est des arguments ou quoi, mais les élus que c'est comme ça qu'il faut changer la constitution, la loi, etc., il n'y a rien de risque que de vraiment changer, et je dis ça parce que dans les pays où il y a eu, où il y a aujourd'hui une pratique du référendum en Suisse, mais aussi dans les états américains, c'est bien par ce biais là que c'est arrivé, c'est parce que les élus étaient convaincus que c'était ça qu'il fallait, en particulier dans ces pays là, en Suisse aux Etats-Unis, pour lutter contre la corruption économique, à l'époque, au XIXe siècle, voilà, il y avait un vrai impératif et les élus en étaient convaincus, c'est-à-dire que c'était soit on ne faisait rien et on favorisait un peu la corruption des grands conglomérats avec la politique, ou alors on mettait en place des référendums pour essayer de contrôler un petit peu ce pouvoir des grandes organisations économiques. Et

voilà, je sais que c'est évidemment très simple de le dire et plus compliqué de le faire parce que moi-même, j'essaie de trouver des façons de le porter, mais à mon avis, il n'y a que comme ça que c'est possible et les choses changent, j'ai l'impression quand même, depuis les gilets jaunes, mais aussi face à la situation catastrophique de la démocratie en France, il y a quand même des gens qui reconnaissent qu'il faudra changer certaines choses maintenant. Le conservatisme est assez fort des élus, évidemment, ils n'ont pas envie de perdre une partie de leur pouvoir, mais le tout, étant de les convaincre que ce n'est pas ça qu'on essaie de faire, que c'est simplement de rééquilibrer les choses et de, surtout, donner un vrai sens à la démocratie.

Donc, évidemment, les initiatives comme ça, plutôt de désobéissance et de communication, etc., sont importantes pour porter les sujets, mais je pense que, comme on l'a vu avec les gilets jaunes, ça peut être parfois un peu décevant si ce n'est pas couplé, en plus, avec un vrai discours pour essayer de convaincre les élus.

[Intervenant 2] (59:56 - 59:59)

PiS, tu avais une question en plus, il me semble, qu'après, on aura donc d'années des souvenirs.

[Intervenant 10] (1:00:01 - 1:00:13)

L'annonce était juste par rapport à une autre action symbolique par rapport aux cartes des lecteurs, mais un peu plus petite, mais je trouve que le rôle sera la même réponse, donc ça va pas beaucoup m'intéresser à la reposée. Très bien, donc j'ai fini.

[Intervenant 2] (1:00:14 - 1:00:17)

Merci, PiS. Daniel, c'est à toi, on t'écoute.

[Intervenant 9] (1:00:19 - 1:03:07)

Merci pour le space. Je suis réticent à le dire, de toute façon, ça va être juste trois choses. En fait, je ne suis pas trop d'accord sur le fait que au moment du rapport à l'OM, comment dire, il y avait une volonté de gauche de sortir de ce côté-là, parce que moi, je me souviens, à l'époque, je me souviens, c'était le premier défenseur, justement, de ce côté-là, et après, sur la sortie, déjà, oui, il y a eu des tentatives de sortie, à ce niveau, bien sûr, bien évidemment, mais ça a été très mal fait, c'est-à-dire qu'en fait, ça a été révélé lors d'un précédent échange, c'est-à-dire que on n'a pas parlé des sujets essentiels, et en plus, le dossier était très, très mal sur le plan économique préparé. En vrai, je dirais, pour juste une dernière note, j'ai participé un peu aux travaux avec Jacques Hidnot, il y avait quatre groupes de travail qui travaillaient, justement, sur la sortie du lieu, et notamment par le Verruck, on a rencontré des députés européens, pour savoir si c'était faisable, à partir d'un mouvement national, si ça pouvait être faisable ou pas, vu les institutions, le Verruck est posé par les institutions européennes, on n'a pas eu vraiment de réponse, et on a été voir des députés européens, de gauche comme de droite, et on n'a pas eu vraiment de réponse très claire sur ce sujet-là.

Et maintenant, sur la volonté des gens, alors moi je suis de gauche, qui voudraient éventuellement sortir du lieu, ben oui, je pense que c'est le sujet, on voit bien qu'en fait, c'est une chambre d'enregistrement de lobby, qui donne simile à ce qu'il y a autour du Parlement de Bruxelles, et on voit bien qu'aucune décision n'est prise par, comment dire, les concitoyens européens, la gestion du Covid, voilà, on est fier à cet exemple, l'autre gestion, c'est la corruption, c'est 1 000 milliards d'euros, par exemple, qui ont été éloignés justement au niveau de la Commission européenne, et tous ces sujets-là ne sont jamais pris en compte, et donc, bien évidemment, on ne veut pas de débat là-dessus, parce que ça révélerait justement tous les failles de ce système qui a été mis en place, et surtout, la plus grande, c'est celle de la corruption, et, comment dire, de la démocratie elle-même, qui a été vraiment bafouée par ça. Donc voilà, je ne sais pas ce que vous en pensez, mais en tout cas, moi, je pense que si on mettait vraiment au cœur du sujet du jour la sortie ou non du lieu, je pense que la majorité de gens, maintenant, vu la colère qui s'est installée en France et en Europe, je pense que elle remporterait largement un oui. Et elle serait

certainement pas le, comment dire, le sujet traité par un parti ou par un autre, ça serait un débat traité par les concitoyens et qui devrait être fait par les concitoyens.

Voilà, merci pour la parole.

[Intervenant 2] (1:03:08 - 1:03:13)

Merci, Daniel. Bon, il n'y a pas vraiment de questions. Paul, est-ce que tu veux rebondir sur ce que vient de dire Daniel ?

[Intervenant 1] (1:03:14 - 1:03:43)

Non, non, mais c'était très bien exposé, mais effectivement, oui, je pense que ce serait tout à fait possible d'envisager que les Français votent pour sortir. On a rappelé les propos de Macron, je pense que s'ils le disent, c'est qu'ils le pensent en partie. Mais c'est intéressant, ce que vous disiez sur les projets de sortie de Marine Le Pen, que c'était pas très bien fait.

C'est vrai que de toute façon, c'est ce que je disais tout à l'heure, c'est le gros débat, c'est pas seulement la question de ce qu'il faut sortir ou pas, c'est aussi comment on le fait, qui le fait. Et ça, ça influe beaucoup sur l'opinion des gens.

[Intervenant 2] (1:03:44 - 1:03:54)

Merci, Daniel. Et pour ton intervention, on va écouter Souverainix. Merci.

Souverainix, tu nous entends ?

[Intervenant 5] (1:03:54 - 1:06:39)

Oui, oui, bonjour à tous. J'ai sauté tout à l'heure. J'espère que ça va pas arriver à nouveau.

Bonjour à tous et bonsoir. Il y a plusieurs petites choses. Je séparerais complètement ce qui est une référendum, c'est plus simple pour montrer le cas.

Tout à l'heure, vous parliez de comment dire, je vais prendre un exemple. Lorsque pour répondre à des taxes, des taxes de lois imposées par les USA, par Trump, on va dire, c'est plus simple, et que l'Europe répond par des taxes sur la ligne, je crois, avec l'AC, etc. Trump répond par des taxes de lois, envers les États.

Les États. La France ne peut pas répondre à ça, puisque c'est le lieu qui décide. Complètement.

La France n'a plus du tout, du tout, du tout la main. Donc, Trump taxe les États, et c'est l'Europe qui répond. Je me pose une question, j'aurai la réponse dans deux jours, j'espère.

Est-ce que Trump son point, enfin, c'est pas son point, il a le droit, il n'y a pas de problème, impose des taxes de lois aux États, parce qu'il ne peut pas les imposer à lui, parce que l'UE, l'UE n'est pas un État, l'UE n'est pas un pays, juridiquement parlant. Donc, je me demande si c'est pas pour ça, je saurai répondre, je pose la question à une personne qui est spécialisée dans la juridique au niveau international et constitutionnel. La Suisse, n'est pas dans ce cas-là, pour l'instant, sauf devant de ma part.

Donc, elle a encore cette indépendance à son oeil. J'espère qu'elle la gardera longtemps et bien plus. La sortie de la France de l'UE, je me demande, si ça arrivait, si ça ne ferait pas exposer l'UE.

Dans ce cas-là, c'est hors de question qu'elle sorte de l'UE. L'UE n'a aucun intérêt. C'est vital.

[Intervenant 2] (1:06:39 - 1:06:45)

Souverainisme. L'idée, c'est de poser des questions à Paul. Est-ce que tu as des questions à poser ?

Oui, parce qu'on reçoit Paul.

[Intervenant 5] (1:06:48 - 1:08:13)

Ok, compris. Il n'y a pas de problème. Donc, au lieu d'affirmer, je vais poser des questions.

Est-ce qu'une sortie de la France de l'UE ne ferait pas exploser l'UE ? Il y en a deux autres. Est-ce que le référendum en France, que le modèle suisse a fait, approximativement, je connais bien, j'y ai été depuis presque 30 ans, je ne suis pas suisse.

Je pourrais devenir, mais je n'ai jamais fait. Mon frère est devenu suisse. Moi, je n'ai jamais été allemand.

Mais je connais. Comment ça marche ? Est-ce qu'en France, il y a eu une expérience, en tout cas une, en Ardèche, dans une commune, ça n'a pas marché ?

Je me pose la question. Décider, c'est risquer de se tromper. Pour assumer les conséquences, j'ai le sentiment, que le fait de déléguer les décisions, depuis plus de deux siècles, c'est tellement inconfortable que les Français ont peur de décider par peur de m'assumer les conséquences.

C'est une question que je pose aussi. Peut-être que je me trompe, j'aimerais bien savoir. Et puis c'est tout, en fait.

[Intervenant 2] (1:08:14 - 1:08:44)

Merci Souverénix. Paul, les trois questions de Souverénix. 1.

Est-ce que si la France exécutait un Frexit, ce serait pas la fin de l'Europe ? 2. Est-ce que finalement les expériences qui ont déjà été menées en France sur la participation citoyenne n'ont pas été des échecs ?

Et 3. Est-ce que si effectivement ce sont des échecs, est-ce que c'est pas du tout simplement au fait que les Français sont encadrés dans un processus depuis de très longue date par une monarchie, puis par une république qui les encadre totalement ?

[Intervenant 1] (1:08:44 - 1:12:05)

C'est sûr que les institutions en France sont quand même pas faites pour laisser la parole large aux citoyens, j'entends via des référendums, des initiatives, comme on le voit en Suisse. Évidemment, ça c'est clair que c'est pas du tout la philosophie de notre république et que ça se voit. Il n'y a pas besoin d'avoir étudié le droit constitutionnel pour s'en rendre compte.

Les décisions sont très centralisées, que ce soit dans les mains de quelques acteurs institutionnels, comme le président de la République, par exemple, mais aussi territorialement. Les départements, les régions ont relativement peu de pouvoir. On n'est pas dans un État fédéral, c'est ça que j'entends.

Donc évidemment, tout ça, on est compliqués la parole citoyenne comparativement, par exemple, aux États-Unis ou en Suisse, où là, il y a un tel niveau de délégation de compétences que si vous votez au niveau local, il y a de fortes chances que votre vote ait une vraie conséquence, ce qui n'est pas le cas quand on vote pour des départementales ou des régionales en France. Pour autant, c'est sur quoi j'ai travaillé, il y a quand même eu beaucoup d'expériences locales, de référendums locaux, des maires, même s'ils ne sont pas forcés de le faire, utilisent le référendum pour faire trancher les gens sur certains sujets. Et autant, ce n'est pas des sujets d'importance vitale nationale, évidemment, ça reste de la compétence locale, mais ça montre comment les gens, sur des sujets très importants pour eux, réussissent à s'exprimer, ça paraît idiot ce que je dis, réfléchir, peser les pour et les contre, mais je le précise, certains qui s'opposent au référendum pensent

que les gens votent n'importe quoi, ne réfléchissent pas, etc. C'est important de le rappeler, que ces expériences, on a plusieurs dizaines par an, au niveau local, montrent que les gens sont tout à fait capables de prendre des décisions parfois compliquées par référendum, et que ça se passerait très bien si on le faisait au niveau national. Maintenant, c'est évident que pourquoi on ne le fait pas au niveau national, et pourquoi le référendum a du mal à s'imposer, parce qu'évidemment, c'est un peu le sens de la question, c'est que si on enlève un pouvoir aux élus nationaux, aux dirigeants, ça crée une forme d'incertitude sur ce que les gens vont voter et les conséquences.

Et c'est évident que si on pouvait voter sur le Frexit, ça serait une forme d'inquiétude chez les dirigeants, les élus, notamment ceux qui sont favorables à l'Union Européenne, mais je pense pas seulement, parfois on voit aussi des cas où il y a une inquiétude qui existe aussi pour des décisions d'autres camps. Et donc c'est évident que c'est pour ça que ces votes-là n'ont pas lieu, encore moins depuis ce qui s'est passé aux Etats-Unis, je pense que ça a vacciné un petit peu toute idée de consulter les gens, et on le voit bien, en Europe, il y a eu assez peu de référendums depuis 2016, au niveau national, et c'est en partie pour ça qu'il y a eu une vraie inquiétude, et la rupture entre le peuple et les élites s'est exprimée là-dedans, c'est sûr. Et donc c'est évident que si demain, la France annonce un référendum sur le Frexit et que le Frexit a été voté, ça remettrait évidemment en question le projet européen tel qu'il existe aujourd'hui, puisque ce serait le deuxième gros pays de l'Union Européenne qui l'acquiesce.

Il y aurait évidemment des conséquences.

[Intervenant 2] (1:12:06 - 1:12:11)

Merci Paul. Marc, je t'en prie, c'est à toi, ensuite on aura François qui est remonté, et Souverainiste qui revient. Vas-y Marc.

[Intervenant 6] (1:12:13 - 1:13:43)

Je voulais d'abord répondre sur ce qui avait été dit par Daniel. Il a parlé du référendum sur le Frexit, et il pense que le résultat serait favorable, je pense comme lui, j'espère, en tout cas, je l'espère. Maintenant, sur le référendum, pour moi, c'est devenu un peu une philosophie, une démocratie directe, une démocratie de cour, c'est-à-dire qu'à la limite, après, si le peuple vote non, ok, we're not.

Il y a un moment où il faut se faire confiance collectivement, et il faut accepter l'issue collective. Il faut être prêt à franchir ce pas. Après, la question que je voulais vous poser, c'est comment on pourrait développer le référendum et la démocratie au sein de la sélection ?

Qu'est-ce que vous pensez ? Comment il est arrivé ? Moi, j'ai été extrêmement refroidi sur les dernières élections, sur les priorités des partis, comme je disais, ils ont un avis sur tout, et finalement, on ne sait pas ce qui est déterminant pour eux.

Moi, par exemple, en 2022, pour moi, c'était clair qu'il fallait virer Macron, quel que soit le choix en face. Et la priorité de LFI, par exemple, ce n'était pas la même. Du coup, LFI parle du RIC, mais, quelque part, je me dis que ce n'est pas forcément sa priorité, il ne suffit pas de l'avoir dans le programme.

Il faudrait que ce soit la première mesure ou la seule mesure du programme. Qu'est-ce que vous en pensez ? Comment mettre en place le RIC, le référendum et la démocratie dans les institutions qu'elle voit actuellement ?

[Intervenant 1] (1:13:43 - 1:16:25)

Oui, c'est assez juste ce que vous venez de dire. Ce n'est clairement pas une priorité. Alors, ce qui peut s'expliquer par le fait qu'il y a évidemment d'autres enjeux très directs pour les gens, le vote d'achat, c'est des choses, agir là-dessus, faire revenir les industries, c'est aussi une urgence.

Il y a beaucoup d'urgences, le référendum s'inscrit là-dedans aussi, mais de façon beaucoup plus lointaine, en tout cas pour les élus, qui pensent que c'est plus utile d'agir sur d'autres sujets que de se battre là-dessus seulement. Et c'est vrai, d'un côté, ce serait idiot de penser qu'il n'y a que référendum dans la vie. Pour autant, ce que les gens qui proposent le référendum, même ceux qui le proposent, ne comprennent peut-être pas toujours, c'est que inscrire le référendum des initiatives citoyennes dans les institutions permet de débloquent beaucoup de choses, et de ce référendum va découler beaucoup de choses.

C'est-à-dire qu'on sait, par exemple, que les endroits où on utilise beaucoup le référendum ont une pression fiscale plus faible qu'ailleurs, une dépense publique plus faible et un endettement plus faible. Donc on voit que en faisant voter les gens régulièrement, on peut aussi résoudre des problèmes très concrets dans la vie de tous les jours et aussi améliorer les échanges entre les élus et les citoyens, et de faire qu'en sorte que les élus votent des réformes qui soient plus plus calibrées sur ce qu'attendent les électeurs et tout ça améliore finalement la démocratie et les lois, etc. On résout des problèmes aussi grâce à ça.

Mais ça, ce n'est pas quelque chose dont les élus ont conscience. Et surtout, ils n'ont pas conscience de l'intérêt qu'a le référendum pour défendre leurs idées puisqu'à la fois, le référendum d'initiative citoyenne permet de porter certaines idées indépendamment du résultat électoral qu'on a eu. On peut avoir fait 2% ou 35% qu'on peut porter des idées.

C'est ce qu'on voit en Suisse. Parfois, même des partis qui ne sont pas au Parlement réussissent à porter leurs idées et à faire voter même des lois parfois, des réformes. Et aussi, ça permet de bloquer certains projets, de les bloquer temporairement, en tout cas, de les faire voter par le peuple.

Et ça aussi, on le voit en Suisse. Imaginez en France si on avait un référendum obligatoire pour réformer la Constitution. Tous les traités européens ont été soumis à référendum.

On aurait pu voter plusieurs fois, on aurait pu améliorer sans doute et éviter de se retrouver dans le piège dans lequel on est actuellement avec des décisions qui ont été prises sans vraiment le consentement des gens et mais les conséquences de ces choix s'appliquent, les gens sont obligés de faire avec, de s'arranger avec la réalité. Tout ça est très compliqué. Donc voilà.

[Intervenant 2] (1:16:29 - 1:16:49)

Merci Paul, merci Marc. Donc du coup, on avait pour la suite des intervenants François Souvrenix, Sylvain Rebaz et ensuite on aura, je n'ai pas vu l'arriver, on va faire un peu de galanterie, Virginie Puyatuponis. François, je vais essayer de faire court parce que du coup, on est à une heure et demie de space et puis il y a du monde derrière, donc Françoise, je t'en prie, c'est à toi.

[Intervenant 4] (1:16:50 - 1:17:23)

Oui. Est-ce que vous ne pensez pas que, vu que les Français, j'ai vu aujourd'hui passer une information, je crois chez François Asselineau, que les Français regardent de moins en moins les journaux télévisés. Vous ne croyez pas qu'on peut faire peut-être, comme on pourrait avoir une bonne surprise, que les Français votent des partis qui jusqu'à présent étaient cachés et je ne parle pas que de l'UPR ou des Patriotes, il y en a certainement d'autres, des partis citoyens qui ont essayé de se présenter aux municipales ces derniers temps et qui étaient cachés.

Est-ce que vous ne pensez pas qu'on peut avoir un petit changement ?

[Intervenant 2] (1:17:23 - 1:17:25)

Merci Françoise. Paul ?

[Intervenant 1] (1:17:25 - 1:18:26)

Oui, tout à fait, il n'y a pas de raison. C'est évident que c'est toujours compliqué puisque les gens, les électeurs ne suivent pas l'actualité politique tout le temps, alors vous avez raison. Les gens, peut-être...

La télé reste toujours un... Les médias traditionnels restent toujours un moyen d'information important, mais les réseaux sociaux développent aussi, permettent à certains de se faire entendre. Après, ça ne veut pas forcément dire que les gens vont voter parce qu'on entend plus un candidat parler que d'autres.

Enfin voilà, vous citiez Asselineau. Malgré sa visibilité sur les réseaux sociaux, malgré le fait que fin de campagne présidentielle, il a toujours l'égalité de temps de parole, c'est pas pour autant que les gens votent pour lui. Je pense qu'il y a d'autres facteurs qui entrent en jeu, mais j'espère que notre système permet quand même de faire émerger encore des figures un peu...

différentes. Sinon, c'est sûr que ça serait un peu triste d'avoir toujours les mêmes, mais c'est largement possible.

[Intervenant 2] (1:18:28 - 1:18:47)

Merci pour la question, Françoise. On va faire tourner parce qu'il y a du monde qui attend. X, c'est à toi, ensuite on aura Sylvain, Rebaz, Virginie et Arthur.

Vas-y, s'ouvre NMX, on t'écoute. S'ouvre NMX ? Bon, on a un petit problème.

Du coup, on passe à Sylvain.

[Intervenant 15] (1:18:48 - 1:19:23)

Bonjour, vous m'entendez ? Oui, parfaitement. Bonjour à tous, merci, merci beaucoup pour ce space et tous les autres spaces.

Bonjour, Paul. Donc, la question a déjà été posée sur comment instaurer une véritable démocratie en France. Vous avez en partie répondu.

Alors, pour moi, c'est avant tout d'abord bien faire connaître ce que c'est une véritable démocratie, notamment le RIC, la démocratie directe, sous toutes ses formes. Et donc, ma question, c'est comment, à votre avis, on peut justement augmenter la connaissance de ce que c'est une véritable démocratie et tous les outils, notamment le RIC ?

[Intervenant 2] (1:19:23 - 1:19:24)

Merci, Sylvain.

[Intervenant 1] (1:19:24 - 1:20:43)

Merci beaucoup. Alors, ça, c'est un peu compliqué parce que ça rejoint un peu le débat qu'on avait sur comment porter finalement le RIC et quelles actions à mettre en œuvre. Donc, il y avait des actions plutôt d'actions, les actions, justement, de communication, mais aussi de la communication en elle-même sur comment on diffuse cette idée.

C'est vrai que ça, c'est compliqué. Je pense que ça se fait, alors, évidemment, par des initiatives citoyennes. Il y en a déjà beaucoup qui existent, solutions démocratiques, etc.

Des choses qui se montent. Et puis, après, tout simplement, aussi, en portant, c'est ce que j'essaie de faire, en tout cas, avec la note que j'avais rédigée et ce que j'essaie de faire de manière générale, quotidiennement, en tout cas, régulièrement, c'est de montrer tel ou tel exemple de vote local, mais aussi national, à l'étranger, pour montrer comment les gens s'expriment, comment ils font, pour essayer aussi de mieux expliquer comment fonctionne la démocratie directe, faire retomber les doutes chez les personnes qui seraient peut-être

opposées à ces outils par méconnaissance et qui, du coup, pourraient être convaincus. Ce genre de choses, c'est un vrai travail.

C'est compliqué, mais ce serait idiot de ne pas aussi le faire. J'espère qu'en faisant ça, ça permettra quand même de faire changer l'avis de suffisamment de personnes pour ensuite faire basculer quelque chose et changer les institutions.

[Intervenant 2] (1:20:45 - 1:20:57)

Merci, Sylvain, pour ta question et merci pour ta réponse. Souvrenix, es-tu revenu et peux-tu nous poser une question rapide ? Sinon, on fait tourner.

C'est à Rebaz. Souvrenix, toujours pas. A toi, Rebaz.

[Intervenant 3] (1:20:58 - 1:21:26)

Bonsoir à tous. Merci de me donner la parole. D'abord, je voudrais remercier Paul, qui fait un remarquable travail sur son Twitter puisqu'il relaye systématiquement les résultats des référendums qui se tiennent à droite, à gauche, et notamment en Suisse, où j'habite.

Et justement, je voulais juste témoigner rapidement de la façon dont ça se déroule en Suisse parce qu'il y a beaucoup d'incompréhension, en fait, et il me semble que j'ai... Ça fait...

[Intervenant 2] (1:21:26 - 1:21:31)

Oui, c'est Paul qui... Il n'y a pas de souci. Vas-y, Rebaz.

On t'entend bien, quand même.

[Intervenant 3] (1:21:32 - 1:23:41)

Donc, je disais que je voulais témoigner de la façon dont ça se passait en Suisse parce qu'il y a quand même une petite incompréhension et justement, je pense que les derniers échanges en témoignaient parce qu'en Suisse, en fait, ça ne parle pas des grands débats nationaux, européens ou même mondiaux. La démocratie suisse, elle commence dans les communes. Et justement, en tant qu'étranger, j'ai pu, dans ma commune, voter pour deux objets de référendum local.

C'était pas au niveau de la commune, c'était au niveau de ce qu'on appelle le district en Suisse. C'est un échelon administratif supérieur à la commune. C'était des gros projets sur lesquels on a demandé l'avis de la population.

C'était plusieurs dizaines de millions de francs suisses d'investissement. Bon, il y en a un pour lequel j'ai voté, l'autre, j'ai voté non. Voilà.

Et en tout cas, on demande l'avis du peuple sur des très gros sujets et sur des investissements majeurs et au niveau local. Et ce que j'aimerais dire aux Français, c'est qu'il faut se réapproprier la démocratie au niveau local. C'est-à-dire que si on veut réintroduire une vie démocratique en France et que les gens s'y intéressent, c'est au niveau local qu'il faut que cette démocratie se vive.

C'est-à-dire que, je ne sais pas, dans une commune où il y a un projet fou d'un maire qui veut faire, par exemple, un théâtre de 10 000 personnes dans une commune rurale de 50 personnes – j'exagère la chose pour que ce soit bien parlant – eh bien, il faut qu'un tel projet soit systématiquement soumis à référendum. Vous voyez ce que je veux dire ? Et donc, il faut que les Français se réapproprient la démocratie d'abord au niveau local.

C'est pas sur les grandes questions européennes ou de politiciennes qu'il faut d'abord réintroduire le référendum. Il faudrait réintroduire le référendum au niveau communal et au niveau départemental. Parce que c'est là que se joue la vie démocratique.

C'est pas au niveau national d'abord. Évidemment que le niveau national est très important et qu'il faudra réintroduire des... Enfin, j'estime qu'en France, il faudrait introduire des doses très importantes de référendum au niveau national.

Mais pour que ça prenne et pour que ça vive, il faut prendre le modèle suisse. Et le modèle suisse, justement, parle du niveau communal et ensuite, bien sûr, cantonal et fédéral. Mais ça se vit d'abord au niveau communal et cantonal, donc au niveau local.

Eh bien, j'aimerais savoir... Je vais arrêter ce qu'en pense Paul et s'il est d'accord avec moi.

[Intervenant 1] (1:23:44 - 1:24:48)

– Oui, merci beaucoup. En effet, c'est vrai que c'est important au niveau local. Enfin, dans la pratique du référendum, c'est très utile, en tout cas, puisque ça permet de faire remonter des pratiques par-ci, par-là, et de vérifier qu'elles soient d'abord bien acceptées à tel ou tel endroit avant de les voir appliquées au niveau national.

Mais malgré tout, en Suisse, notamment, le référendum est aussi apparu au niveau national. C'est à partir des années 1848, etc., assez tôt. Et c'était aussi au niveau national d'abord que ça s'est fait.

Enfin, c'est aussi une décision nationale. Ça peut être les deux, mais c'est important d'avoir plusieurs échelons de pratiques du référendum, puisque c'est un enseignement aussi, c'est une pratique. Et moi, je trouve que c'est très intéressant de voir en France des référendums se faire au niveau local.

On voit que les gens ne sont pas habitués, mais évidemment, ils savent très bien peser pour les contres et décider si un projet est bon pour leur commune ou pas. Ils savent tout à fait le faire, étant donné qu'ils ont, en plus, une bonne connaissance de leur bassin de ville, et c'est tout à fait normal. Donc, oui, c'est très important, à la fois au niveau local, mais aussi au niveau national.

Ça, c'est clair.

[Intervenant 3] (1:24:49 - 1:25:37)

Le problème, c'est que les référendums en France et des référendums qui seraient réguliers au niveau national s'opposent au jacobinisme français, au centralisme parisien frontalement, parce que les décisions, justement, sont prises à Paris pour tout le monde. Et c'est pour ça que j'insiste sur le fait de la nature. Bon, c'est un pays très particulier, la Suisse, c'est l'opposé de la France, puisqu'on a le jacobinisme français et l'ultra décentralisation suisse.

Beaucoup de Français disent « Ah oui, mais la Suisse, c'est facile parce que c'est un petit pays ». Les Suisses jugent que leur pays, il est trop grand et ils le divisent en 26 cantons qui sont des États. Donc, il faut bien comprendre que c'est vraiment l'opposé de la France et que si on veut sauver notre pays, parce qu'on parle de ça aujourd'hui, en fait, le pays va tellement mal, il faut absolument interdire des doses de décentralisation en même temps que le référendum, sinon ça ne fonctionnera pas.

[Intervenant 2] (1:25:40 - 1:25:48)

Si, Rebaz, on va maintenant écouter Virginie, puis on aura Actupolis et Raton-Laveur et enfin Hertz. Bonsoir, Virginie.

[Intervenant 12] (1:25:49 - 1:27:40)

Bonsoir à tous, merci beaucoup Monsieur Séville d'être là. Vraiment, conversation très intéressante, parce que, idem, moi je vis en Suisse et c'est très difficile, entre guillemets, de vendre la démocratie directe en France, soit parce qu'on accuse les Français d'être débiles, alors que c'est bien démontré, c'est aussi une question de responsabilisation, parce qu'effectivement, en Suisse, quand on reçoit le matériel de vote, que ce soit un

référendum ou une initiative populaire, la différence étant le nombre de signatures et l'objet que ça modifie, c'est-à-dire soit la loi, soit la Constitution, en définitive, vous recevez un petit livret rouge et blanc, cherchez l'erreur, c'est la couleur du drapeau, et on vous explique telle est la position du Conseil fédéral, quel est son contre-projet, ce que le comité d'initiative propose, et c'est sur des sujets très, très, très concrets.

Je ne vais pas vous les lire, mais ça dépend. Par exemple, le 9 février, on a eu le droit à l'initiative populaire pour une économie responsable, respectant les limites planétaires, ou appelé initiative pour la responsabilité environnementale. C'est un petit livret, une dizaine de pages, des fois ils font 50 pages aussi, et en définitive, vous êtes éclairé, et effectivement, on ne prend pas le citoyen pour un imbécile.

Et là où je veux en venir à ma question, parce que le citoyen français techniquement ne devrait pas être plus en incapacité que le sien suisse, sachant quand même que la démocratie directe elle est née en France. Alors, ce propos ne va peut-être pas plaire, mais techniquement déjà, on a déjà l'outil institutionnel. Bon, voilà.

Ensuite, en 1793, alors, désolée de dire, mais oui, c'est Robespierre qui avait, dans une constitution, dans la constitution de 1793, qui avait mis en place le référendum, un terme presque, un référendum, et non pas un référendum d'initiative populaire, parce que ça fait souvent sourire les Suisses, mais en définitive, vous savez ce qui lui est arrivé, et ça n'a jamais été mis en place. Pour arriver à la question, ne pensez-vous pas qu'il y a une réelle volonté, en fait, tout simplement de voler la souveraineté au peuple français ? Parce qu'un peuple souverain, c'est un peuple qui est autonome, qui décide.

Bon, c'est une question un peu provocatrice, je l'admets. Merci.

[Intervenant 1] (1:27:43 - 1:30:01)

Merci beaucoup. Alors, est-ce qu'il y a une volonté de voler ? C'est-à-dire que la démocratie, si on revient à la façon dont elle s'est développée, n'a pas été pensée pour être la démocratie telle qu'on la connaît aujourd'hui.

C'est-à-dire que les penseurs de la démocratie, au XVIIIe, n'imaginaient pas du tout qu'on allait faire voter l'ensemble des citoyens, encore moins de faire voter les femmes, évidemment. C'était pas du tout concevable, c'était même dangereux de le faire. Les penseurs de XVIIIe, je vous renvoie vers un livre qui est très intéressant d'un chercheur québécois qui s'appelle Francis Dupuis-Terry, qui a un petit peu, pas un petit peu, mais beaucoup même, traité de ça, de comment est née la démocratie et comment elle s'est développée aussi en opposition avec le principe même de la démocratie, de faire voter les gens.

Ça s'appelle Histoire politique d'un monde aux Etats-Unis et en France. Et il montre que ce qu'on voulait mettre en place, c'était plutôt quelque chose qui allait être géré par la bourgeoisie en opposition à l'aristocratie, mais certainement pas de confier au peuple. Donc c'est pas une question de voler ou pas, c'est pas simplement que les principes sur lesquels repose notre démocratie représentative n'avaient pas pour objectif de créer une véritable démocratie.

Ce qui s'est passé en Suisse et aux Etats-Unis au XIXe siècle, pardon, c'est que très pratiquement des élus, puisque la Suisse avait une démocratie représentative, les Etats-Unis aussi, se sont dit qu'il faut ajouter des mécanismes démocratiques supplémentaires pour éviter la corruption et l'influence des lobbies sur les élus. Et c'est simplement pour ça que ça s'est fait. Et aujourd'hui, il y a une pratique assez large du référendum en Suisse et aux Etats-Unis, au niveau local certes, mais malgré tout, sur cette base.

Mais c'est évident que les élus ont un pouvoir que les citoyens n'ont pas à partir du moment où l'élection est passée. Et que c'est très compliqué de leur faire transférer ce pouvoir, au moins en partie, vu qu'il ne s'agit peut-être pas de supprimer les élus

représentatifs, mais simplement de créer une forme de contrôle démocratique. C'est très difficile de leur faire accepter.

[Intervenant 2] (1:30:03 - 1:30:17)

Merci Virginie, merci Paul. Actu, bonsoir. On passe ça, François ce n'est plus là.

Allo ?

[Intervenant 7] (1:30:19 - 1:33:54)

Oui, alors moi j'ai un peu de challenge. Alors, j'ai un peu de challenge. Parce que, première chose, j'ai adoré la remarque sur, effectivement, en Suisse, ils réduisent pour une meilleure gestion dans une gestion locale.

J'ai retenu ça de nos amis suisses qui nous expliquent ça. Et on voit que la Suisse est bien gérée. Alors qu'effectivement, en France, sur nos plateaux télé, on entend tous qu'il faut devenir gros, énorme, se faire contrôler par des gens qui contrôlent des identités de plusieurs pays et qui vont prendre de meilleures décisions.

Alors bon, j'ai un petit doute sur ça, mais c'est ce qui est vendu à la télé. Personne ne contrôlera là-dessus. Il faut faire bloc avec des ensembles, il faut rentrer en guerre contre ces ensembles.

C'est très difficile de dire ce que vous dites là, intelligemment, mais c'est inentendable à la télé française. Donc ça, c'est la remarque. Mais maintenant, je vais challenger, parce que, premièrement, j'ai envie de dire que moi, les amoureux de la démocratie, je les adore, ça va dans mon sens.

Cependant, est-ce que ce n'est pas comme le Brexit qui s'est passé en Angleterre ? Est-ce que les gens ont... Le Brexit, si vous voulez, on a compris que finalement, en apparence, rien n'a changé en Angleterre.

Il y a eu des Brexiteurs qui ont eu le droit, grâce à ce référendum, à changer de voix. Mais on a vu que ça a été fait par d'autres. On a vu qu'ils ont, juste derrière, résigné les mêmes traités, les mêmes traités de libre-échange et toujours de libre circulation des personnes.

Donc, en fait, l'Angleterre n'a pas changé de système. On lui a menti à la gueule, honteusement. Et donc, est-ce que vouloir introduire la démocratie dans nos pays, notamment, je parle de la France, de réintroduire la démocratie en France, est-ce que c'est vraiment la chose la plus importante à faire actuellement ?

Parce que... Est-ce que ça ne serait pas, du coup, un faux combat ? Parce qu'ils vont nous le voler...

J'ai l'impression qu'on va se faire avoir. Ou c'est peut-être pas la première des choses à régler en France. Vous voyez ce que je veux dire ?

Vous comprenez ma question ? Deuxième question que je vous pose. J'aimerais d'abord...

plutôt entendre d'abord la première réponse que vous avez apportée en me disant cela. Mais je vais quand même poser ma deuxième question. Ma deuxième question, c'est...

Je pense honnêtement, au fond de moi, que la démocratie n'est pas saine pour tout le monde. Je vais être très violent. Vous êtes en Suisse.

La Suisse et la France, dans les années 80, étaient exactement au même niveau d'éducation, scolaire. L'avenir était radieux. Nous avons de grandes entreprises en France.

La prospérité, les Transglorieuses. Les Suisses connaissaient la même chose. Sauf que, après, ça a capoté pour la France.

On a pris un virage. On a fait des choix. Et les Suisses, on en fait d'autres.

Et du coup, on se retrouve avec des Suisses qui ont en moyenne deux fois une mille salaires d'un Français. Bientôt trois. Donc on a compris qu'on s'est appauvris.

Donc on a compris que les Suisses, eux, avaient fait des bons choix. Et à ces choix-là, on entend que les Suisses sont très stressables dans leurs décisions. Quand on leur demande des hausses d'impôts, ils n'hésitent pas à voter pour.

Eh bien, je ne suis pas sûr qu'en faisant cela en France, en adoptant le schéma suisse, si on introduisait le schéma en France, je pense qu'on n'aurait pas des Français extrêmement solidaires et extrêmement sages, qui passeraient rapidement la retraite à 40 ans, qui passeraient le SMIC à 5 000 euros, si on les faisait voter. Je veux dire par là que tous les pays ne sont pas dans les mêmes stades d'éducation. Mais malheureusement, je pense que les Suisses sont un peu plus éduqués maintenant que nous, soyons honnêtes, plus en avance que nous intellectuellement, que les Français soyons honnêtes, et je ne suis pas suisse pour dire ça, donc je peux me permettre, et malheureusement, nous sommes aussi un peuple beaucoup plus divisé, et donc nous ne serions pas un peuple sage qui apprécierait autant de démocratie et est capable de gérer autant de démocratie que les Suisses. Peut-être que je me trompe, et je challenge.

[Intervenant 2] (1:33:55 - 1:33:57)
Merci Actu. Paul, je tente.

[Intervenant 1] (1:33:58 - 1:37:54)

Oui, merci beaucoup. Non, ce sont des interrogations, je pense, qui sont parfaitement légitimes. Après, on prend l'exemple suisse, parce que c'est celui qui est le plus abouti dans la pratique du référendum, donc c'est vrai qu'on s'attarde souvent sur ce cas, mais comme je l'ai dit, il y a d'autres cas, aux Etats-Unis aussi, il y a une pratique assez régulière du référendum, et pourtant, je pense qu'on a peut-être un avis un peu plus négatif sur les Américains par rapport à nous, donc je pense que ça permet d'équilibrer un peu les choses, et surtout, je pense qu'il ne faut pas avoir une image trop idéalisée des Suisses, pas que ce soit des parfaits idiots, mais c'est des gens qui sont parfaitement similaires, qui fonctionnent de la même façon que nous, simplement, certes, ils ont plus l'habitude, ils votent plus fréquemment, donc ils ont peut-être une vision plus claire de ce qui implique de voter pour telle ou telle décision, ce qui les rend peut-être un peu plus conservateurs dans les choix qu'ils font. En attendant, en France, au niveau local, les référendums locaux, parfois, sont soumis au vote des projets qui coûtent des millions, parfois même des projets qui nécessitent des hauts impôts, et de manière générale, les gens sont très prudents en termes de dépenses, ils préfèrent refuser des projets à des millions d'euros, j'ai par exemple le cas, je me sens que c'était en Rhône-Alpes, d'un maire qui avait soumis au vote la construction d'un nouveau terrain de foot qui coûtait un million d'euros, les gens ont refusé, alors qu'il y avait un besoin, visiblement, vu que le club de foot local le réclamait, les gens ont refusé, parce que ça coûte trop cher, et dans une autre commune, le maire proposait la création d'une police municipale monnayant une hausse d'impôts, et les gens ont refusé, pour éviter la hausse d'impôts, et c'est un peu ce qu'on voit, et ça, c'est pas seulement le cas suisse, c'est que partout où il y a des référendums réguliers, je parle bien de référendums réguliers, pas d'un one-shot, comme vous l'avez dit sur le Brexit 1, c'est-à-dire que les citoyens peuvent déclencher eux-mêmes des référendums, c'est pas les élus qui décident, c'est les citoyens, et bien, comme je disais, les taux d'imposition sont plus faibles, et les niveaux de dépenses aussi. Et je pense qu'il faut aussi, je sais que c'est pas évident à comprendre, enfin, c'est pas que c'est pas évident à comprendre, c'est que c'est pas évident à conceptualiser, puisque, voilà, on connaît le cas français, on sait comment ça fonctionne, on a l'impression que les Français ne veulent rien faire, veulent la retraite à 60 ans, etc. Certes, dans l'idée, c'est ce qu'on voit dans les sondages, mais comme en

Suisse, les Suisses ont notamment voté pour offrir un 13ème mois de retraite minimale aux retraités.

Ben voilà, on a beaucoup critiqué cette décision en Suisse, parce que c'est pas une décision très Suisse, justement, puisque les Suisses ont voté majoritairement pour plus de dépenses, mais parce qu'ils estimaient que c'était nécessaire, c'est-à-dire que les Suisses sont pas un peuple merveilleux qui refuse tout, etc. Non, ils font le pour et le contre, et évidemment, ils refusent les projets trop coûteux, mais comme le feraient évidemment les Français si on leur proposait de voter. Et c'est ce que je disais, en France, on a l'impression que les Français veulent tout ou rien, mais repensez bien à l'exemple du traité de 2005, où les Français étaient au départ d'accord, et après, avec la discussion, ont refusé.

Pour moi, c'est très important, c'est que le débat est très important, et d'ailleurs, en Suisse aussi, il y a des sondages réguliers, et très souvent, lors des référendums, au départ, les gens sont favorables à telle ou telle dépense, etc. Et puis, au fur et à mesure de la campagne, le non progresse, et ça finit par un non dans les urnes, parce que les gens ont débattu du projet, et ont fini par le refuser. Je pense qu'il faut avoir ça en tête, et ne pas penser que les Français voteraient tout ou n'importe quoi.

Je pense que l'état actuel du pays n'est pas direct, le fait de choix conscient des Français. On en parlait au tout début, les Français ont pu voter à droite, à gauche, ils ont tout essayé, ils ont essayé toutes les combinaisons possibles, et pour autant, le pays se dégrade. On imagine bien que les Français n'ont pas voté dans ce sens-là, pour que leur pays soit dans cette situation.

[Intervenant 2] (1:37:58 - 1:38:11)

- Merci Paul pour la réponse. On va passer à un raton laveur, ensuite on aura Hertz, Sylvain, Pacman, Chris, et Démocratie Directe. - Ouais, après, excusez-moi, il faudra que je...

[Intervenant 1] (1:38:11 - 1:38:13)

- Je vais devoir repartir, mais...

[Intervenant 2] (1:38:13 - 1:38:27)

- On est nombreux. - Bien sûr. - Je vais demander à ceux qui n'interviendront plus, parce qu'on a une dernière personne qui veut intervenir derrière, on manque de place, mais l'ordre est noté, on ira avec Démocratie Directe.

Du coup, raton laveur, je t'en prie, c'est à toi.

[Intervenant 14] (1:38:27 - 1:39:58)

- Bonjour, j'ai une idée pour, mais je ne sais pas ce qu'elle vaut, pour que la Démocratie Semi-Directe passe en France, c'est de constituer un parti, ni de gauche, ni de droite, mais qui ne se bat que pour la Démocratie Semi-Directe, et il suffirait qu'on arrive, enfin, il suffirait, 5 à 10%, parce que comme on est sur une élection présidentielle à deux tours, au deuxième tour, pour rafler 5 à 10% de vote, eh bien, il proposerait de faire avancer la Démocratie Semi-Directe, il proposerait peut-être des référendums un temps soit peu fonctionnels.

Ça serait un moyen, peut-être, de faire pression sur nos élus pour avoir quelque chose qui va dans le sens de la Démocratie Semi-Directe. Constituer une poche de voix qui soit trop tentante au deuxième tour pour pouvoir la refuser. Je pense aussi que il est important de dire que c'est ni de droite, ni de gauche, et que c'est vraiment, ça sert à rien d'avoir un capitaine de droite ou de gauche si le bateau n'avance pas, donc il nous faut une Démocratie Semi-Directe, parce que, comme tu disais tout à l'heure, on a voté à droite, on a voté à gauche, et tout coule.

Donc, peut-être que ça serait un moyen de faire pression dans notre système présidentiel

à deux tours pour avoir quelque chose qui commence à avancer. Je ne me fais pas d'illusion, ils nous proposeront des faux référendums au début, mais il faudra tenir bon.

[Intervenant 2] (1:40:00 - 1:40:06)

Merci Raton pour cette idée, cette initiative. Paul, une réaction à cela ?

[Intervenant 1] (1:40:06 - 1:40:09)

Je pense que c'est tout à fait une solution parmi d'autres, oui.

[Intervenant 2] (1:40:11 - 1:40:17)

Très bien. On va continuer avec Hertz. Hertz, on t'écoute.

[Intervenant 16] (1:40:18 - 1:41:17)

Bonsoir, on peut se rappeler du référendum de Maastricht pour dire ou rappeler que ce référendum-là appelait à voter oui ou non pour l'Europe, et en faisant observer que, dans ma famille, on a voté non, mais pour une raison précise, c'est parce qu'on estimait que la véritable question du référendum aurait dû être de quelle Europe voulez-vous avec au moins deux ou trois propositions d'Europe différentes ? Et après, compléter en disant qu'il ne devrait jamais y avoir, l'initiative du référendum ne devrait jamais être confiée à aussi peu de personnes, et un organisme indépendant du pouvoir et politiquement et financièrement devrait être nommé pour avoir l'initiative du référendum. Voilà, on peut déjà dire ça.

Je laisse la parole, il y a beaucoup de monde.

[Intervenant 2] (1:41:18 - 1:41:23)

Merci Hertz, Paul une réaction, parce que là c'est plus des questions mais des approches.

[Intervenant 1] (1:41:23 - 1:41:59)

Oui, bien sûr, et j'en parle puisque cette autorité indépendante, en fait, tout simplement ça pourrait être un minimum de signatures comme ça se fait en Suisse, c'est-à-dire que ça serait les citoyens qui doivent rassembler un nombre de signatures au minimum, on pourrait imaginer un million en France, par exemple, ou 500 000, et c'est ces projets-là qui sont soumis au vote. Et effectivement, il ne faut pas que ce soit quelqu'un d'autre qui en décide, il ne faut pas que ce soit un élu, un président, un parlement, il faut bien que ce soit quelque chose de fluide et d'indépendant, en tout cas, qui vienne du peuple. C'est en ça que l'initiative citoyenne est fondamentale.

[Intervenant 2] (1:42:01 - 1:42:11)

Tout à fait. Ensuite, c'est là, Sylvain, qui a déjà parlé, donc il va nous faire une intervention rapide, ensuite on aura Pacman, Chris, et on finira avec démocratie directe. Re, Sylvain.

[Intervenant 15] (1:42:12 - 1:42:45)

Re, bonjour à tous. Pardon. Donc, ma question, c'est, Paul, à la lumière de vos travaux, est-ce qu'en regardant un petit peu la Suisse, vous n'avez pas l'impression que la Suisse, la démocratie suisse est en danger ?

Par exemple, si on regarde notre ami Pierre-Alain Bruchèze, un Suisse, donc, qui nous donne des infos sur comment ça fonctionne, qui nous inspire, et puis, voilà, est-ce qu'on ne pourrait pas, en instaurant le reconstitut en France, du coup, sauver les Suisses, sauver la démocratie suisse de ses risques futurs, tout en sauvant la France, évidemment ?

[Intervenant 1] (1:42:48 - 1:43:59)

Oui, c'est sûr que, enfin, il y a eu l'auteur dont vous parlez, qui a alerté, mais aussi d'autres en Suisse sur, ben voilà, évidemment, la Suisse a un fonctionnement démocratique assez autonome, qui est plus ou moins assuré sur le long terme, mais évidemment, certains, alors c'est assez rare, il n'y a pas beaucoup de remises en cause du système clair et net en Suisse, tout le monde est plutôt d'accord, personne ne propose de supprimer le

référendum, par exemple, mais il peut y avoir des atteintes, et notamment des atteintes, comme on en parlait avec l'Union Européenne, en adhérant à des institutions supranationales, qui viendraient, sans doute, réduire le champ de compétences du peuple, en imposant des règles qui s'imposeraient au référendum.

Et ça, c'est un peu le danger, effectivement, qui passe sur la Suisse, mais aussi sur la France, mais pas seulement sur le référendum, c'est sur la souveraineté de manière générale. Il faut faire attention à ça, il faut être sûr que les gens soient d'accord, de limiter un peu leur souveraineté. Donc, évidemment, il y a toujours des risques, la démocratie, c'est vivant, il faut y adhérer pour qu'elle existe, mais je pense que la Suisse, c'est encore un très très beau système, et devrait fonctionner encore assez bien les prochaines années, en tout cas, j'espère.

[Intervenant 2] (1:43:59 - 1:44:50)

On est même plutôt dans une tendance, aujourd'hui, à avoir des populations qui se questionnent sur l'efficacité de leur système républicain, plutôt que d'avoir ceux qui disposent d'un peu plus de démocratie à se poser la question de savoir s'il faut basculer sur quelque chose de moins démocratique. C'est plutôt cette tendance-là. Je pense, et comme le dit l'adage, rien n'arrête l'idée dont le temps est venu, et je pense qu'effectivement, le temps d'avoir un peu plus de responsabilité démocratique accordée aux citoyens est quelque chose qui fait son chemin.

Déjà, justement, par la facilitation des échanges interpersonnels par les outils numériques qui font qu'on se rend bien compte que si on peut tout faire aujourd'hui par ces outils-là, enfin beaucoup de choses, en tout cas, il est évident que cela favorise aussi la responsabilisation des citoyens dans le processus démocratique.

[Intervenant 15] (1:44:51 - 1:45:05)

Une petite parenthèse de dix secondes, si tu me permets, notamment une des inquiétudes que rapporte Pierre-Alain Bruchèze, c'est sur notamment le vote par correspondance qui a l'air d'être hyper répandu en Suisse. Il y a un petit peu quand même des doutes, des questionnements sur s'il n'y a pas un peu de trucage.

[Intervenant 3] (1:45:05 - 1:46:20)

Merci beaucoup. Si je peux me permettre d'ajouter rapidement quelque chose. En Suisse, il y a un grand débat en ce moment, c'est sur le renouvellement des accords bilatéraux avec l'Europe.

Or, on s'aperçoit clairement de la nature totalitaire de l'Union européenne. Totalitaire est extrêmement inquiétant puisque toute la démarche qui a conduit à l'élaboration de ce nouveau traité est secrète. Même le Parlement suisse n'a pas accès à la totalité du texte.

Et donc, effectivement, ce qui est un extrême danger pour l'Europe aujourd'hui, c'est l'Union européenne. C'est une Union européenne technocratique totalitaire et qui veut prendre la main sur la totalité des peuples européens. Et même un commissaire européen dont je ne me souviens plus le nom peut-être Paul le saura, a clairement déclaré que la démocratie directe suisse était incompatible avec l'Union européenne, incompatible avec les fondements de droit, des principes de la construction de l'Union européenne.

Donc, ça va jusque-là et c'est extrêmement dangereux. Moi, je n'ai pas du tout votre opinion, c'est-à-dire que je suis très pessimiste sur ce qui va se passer dans les années qui viennent parce que l'Europe de plus en plus met sa main sur la totalité des pays et des nations. Et moi, je pense qu'on n'évitera pas en Europe de l'Ouest un épisode totalitaire.

[Intervenant 2] (1:46:20 - 1:47:17)

On va arrêter ce ping-pong parce qu'encore une fois, Paul nous accorde un peu plus de temps que prévu, c'est bien gentil de sa part. Mais encore une fois, il faut bien faire la distinction entre un système qui approche de sa fin et qui devient de plus en plus

autoritaire. Et en l'occurrence, nous sommes déjà dans un système totalitaire, on le voit pour ce qui se passe en Roumanie, on le voit pour ce qui se passe en France, on le voit dans beaucoup de pseudos démocratiques qui sont des républiques représentatives et qui fonctionnent de façon totalitaire.

Qu'est-ce qu'il en sera vraiment demain ? C'est un combat qui se mène, mais penser que l'esprit démocratique va être abandonné par les citoyens, je ne pense pas que ce soit la direction qui est prise aujourd'hui. En tout cas, beaucoup d'études et d'analyses montrent que la tendance est peut-être un petit peu inverse.

Merci en tout cas pour ces échanges. Du coup, Pacman, ensuite Chris, et on terminera avec démocratie directe parce qu'il faut bien finir à un moment ce space. Je suis désolé pour ceux qui voudraient intervenir après, on n'aura pas le temps.

Pacman, bonsoir, comment vas-tu ?

[Intervenant 11] (1:47:17 - 1:49:21)

Oui, bonsoir, merci, je vais bien. Bonsoir tout le monde, merci de me laisser la parole. Alors moi, je voudrais apporter un peu de contradiction sur le modèle suisse.

Alors bien sûr, au niveau local, c'est toujours intéressant d'avoir des référendums, mais moi, je ne vois pas ça comme ça parce que pour moi, la Suisse, ça reste quand même l'ancre du mal. On a quand même des grosses institutions, OMS, WEF, BRI, qui sont tous off-démocratiques et du coup, je veux bien qu'il y ait des référendums, des choses comme ça, mais on peut voir aussi que, on prend l'exemple, quand il y a eu le référendum sur le pass sanitaire, ils ont tout simplement proposé aux Suisses de voter à la fois sur le pass sanitaire et en même temps, ils ont inclus une loi financière qui était avantageuse pour les Suisses. Et le résultat, c'est que les Suisses ont préféré voter pour cette loi financière qui les avantageait plutôt que leur propre liberté. Donc voilà, je pense qu'il y a quand même certaines limites.

Je pense que la Suisse, en fait, ça reste, on ne peut pas le comparer avec la France parce que la Suisse, c'est un paradis fiscal et c'est justement l'ancre de toutes ces institutions. Donc ils ont besoin autour d'eux d'avoir quelque chose qui ressemble à de la démocratie. Ils ont besoin de se protéger au niveau national.

Et je pense que c'est pour ça qu'ils autorisent ces référendums qui sont d'ailleurs dans les programmes du WEF. Quand on regarde le programme des Smart Cities, il est prévu que dans chaque ville, après, il y ait des référendums d'initiatives populaires. Donc ça, c'est déjà prévu.

Mais jamais, on ne fera des référendums au niveau national. Or, aujourd'hui, même si c'est intéressant pour nous Français de procéder à ce genre de référendum au niveau local, je pense qu'on a des urgences nationales qui doivent dépasser tout ça. Le oui ou non à l'adhésion de l'Union Européenne, oui ou non au soutien de l'Ukraine, oui ou non, voilà.

Mais on ne réglera rien par des référendums si derrière, on ne fait pas des référendums pour réformer les institutions, par exemple, les médias. C'est parce que si, comme ils disent, on a souvent entendu cette expression, les gens voteront comme on voudra qu'ils votent. C'est-à-dire que si derrière, on n'a pas une chaîne d'information qui est démocratique, vous pouvez mettre tous les référendums que vous voulez, les gens voteront comme on leur dira de voter.

Et c'est là le danger.

[Intervenant 2] (1:49:21 - 1:49:48)

Voilà, merci. Merci, Pacman. Paul, qu'est-ce que tu peux répondre à ça ?

Et moi, j'aurais une question à rajouter, en fait, parce que là, il y a une remarque de Pacman et moi, j'ai une question. La Suisse est quand même historiquement un pays qui écoute ses citoyens canton par canton bien plus. C'est historique.

Quand il dit qu'aujourd'hui, la Suisse utilise la votation pour, en quelque sorte, permettre ses excès d'autre part, il me semble que la Suisse est historiquement un pays qui écoute ses citoyens.

[Intervenant 1] (1:49:50 - 1:50:26)

Oui, oui. Alors, historiquement, parfois, on a l'impression que ça vient de là, si la Suisse fait des référendums. Mais c'est vrai, quelqu'un l'a rappelé tout à l'heure.

Les idées du référendum au niveau national viennent plutôt de la Révolution française et ont plutôt été apportées par ce biais-là. Tout ce qui était petite assemblée communale, etc. était plutôt mal vu.

Alors que les consultations plus générales qui venaient, les Lumières et tout, étaient très bien vues. Donc, ça vient plutôt d'une idée française. Mais bon, effectivement, ça dure depuis très longtemps, vu que ça fait presque 150 ans que la Suisse vote régulièrement.

Donc, il y a évidemment une pratique. Après, je pense qu'il ne faut pas avoir...

[Intervenant 2] (1:50:29 - 1:50:33)

On va laisser finir, parce qu'encore une fois, on déborde énormément. Il y a encore deux personnes à intervenir derrière.

[Intervenant 1] (1:50:33 - 1:50:57)

Oui, je ne vais pas aller en faire de trop, mais je pense qu'il faut juste penser au fait que le référendum de 2005 et d'autres référendums, notamment le Brexit, etc., ont montré que cette idée qu'on dit aux gens ce qu'ils doivent voter, et ils le font, ce n'est pas vrai. Je pense qu'il faut relativiser ça et faire confiance un peu aux électeurs, aux citoyens, quand même. C'est important.

[Intervenant 2] (1:50:58 - 1:51:05)

On peut quand même entendre ce que dit Pacman. Les responsables ont quand même besoin parfois d'orienter un petit peu le résultat des référendums.

[Intervenant 1] (1:51:05 - 1:51:43)

Oui, bien sûr, mais c'est tout à fait... Je ne dis pas qu'il n'y a pas des tentatives. Je dis simplement que ce n'est pas pour autant que les gens les suivent.

C'est plus par rapport à ça que je dis. La Suisse elle-même est un exemple. Le gouvernement suisse fait des recommandations de vote régulièrement sur ce que les citoyens doivent voter.

Il y a... Il fait peur. Je pense que certains en Suisse le pensent.

Le gouvernement fait peur aux citoyens. Il leur dit que ça va être la catastrophe s'ils ne votent pas. Et finalement, ils le votent et il n'y a rien qui se passe.

Je pense que c'est normal. C'est normal, entre guillemets. C'est quelque chose de très fréquent, mais ça ne veut pas dire que les gens votent forcément ce qu'on leur dit voter.

Ça, c'est clair. Très bien.

[Intervenant 2] (1:51:43 - 1:51:51)

Merci beaucoup, Pacman, pour ton intervention. Merci, Paul, pour la réponse. Désolé, Rebaz, mais je sais que c'est frustrant, mais il nous faut clôturer vraiment ce spectre.

[Intervenant 3] (1:51:51 - 1:51:57)

Je voulais juste dire que les Landsgemeinde c'est une institution du Moyen-Âge. Ce n'est pas une institution apportée par la Révolution française.

[Intervenant 1] (1:51:57 - 1:52:28)

Non, non, ce n'est pas ça. Je parlais du référendum au niveau national. Oui, les Landsgemeinde existaient déjà, mais ce n'est qu'une seule des sources d'inspiration pour le référendum en Suisse.

Le référendum en Suisse n'est pas relativement fréquent, finalement. Avant 1948, on n'utilisait pas le référendum en Suisse, et même notamment dans les cantons francophones. C'était quelque chose qui n'existait pas.

C'est pour ça que je cite plutôt l'importance de la Révolution, vu que c'est vraiment, je pense, ça l'élément déclencheur décisif pour expliquer.

[Intervenant 2] (1:52:30 - 1:52:37)

Mais en fait, ce qui est intéressant, c'est qu'effectivement, historiquement, la Suisse a quand même cette culture d'intégration du choix citoyen.

[Intervenant 1] (1:52:38 - 1:52:57)

Absolument. Mais je pense qu'il pourrait tout à fait exister en France sans aucun problème, vu qu'en Suisse, il s'est développé assez tardivement, et aux Etats-Unis aussi, il n'y avait pas de pratique, et c'est intervenu, ça existait aussi. Parfois, je le souligne, parce qu'il y a une forme de pessimisme, de se dire, ah oui, mais c'est des trucs de Suisse.

Mais il ne faut pas penser ça.

[Intervenant 2] (1:52:59 - 1:53:19)

Après, en démocratie directe, on est quand même plutôt partisans de l'idée que justement, les citoyens ne sont pas plus idiots que leurs voisins. Au contraire, ils sont capables de faire les bons choix quand on les intéresse. Merci, Raybaz, pour la précision.

Merci, Pacman. Christophe, comment vas-tu ? Christophe, es-tu là ?

[Intervenant 13] (1:53:20 - 1:54:49)

Salut, m'entends-tu ? Bonsoir, M. Sébille.

Je voudrais répondre très rapidement, puisqu'il faut aller vite, à une objection qui a été apportée tout à l'heure sur le peuple français qui ne serait moins sage que les Suisses et qui pourrait mal voter. C'est une objection habituelle. La contre-objection qui n'a pas été apportée ce soir, et c'est pour ça que je suis monté, c'est que même si le peuple français se trompait, votait mal sur, je ne sais pas, la retraite à 60 ans, il ne faudrait pas passer à 60 ans, et qu'on s'apercevrait de répercussions, je crois que c'est deux ans plus tard, le peuple français pourrait abroger ce qu'il a voté.

Alors que les hommes politiques, on le sait très bien, lorsqu'ils votent quelque chose, ils cachent la misère sous le tapis plutôt que d'avouer qu'ils ont fait une faute. Et on pourrait même imaginer un mécanisme encore plus rapide, après six mois, lorsque la loi qui a été votée par le peuple est mise en application, après six mois, on pourrait imaginer de pouvoir abroger cette loi par référendum à deux conditions spécifiques, en augmentant le seuil de signature du RIC pour ce type de référendum, et en augmentant la majorité, en faisant une majorité qualifiée, par exemple à 60%, pour éviter... Et donc ça serait une très bonne garantie, à mon avis, pour les gens qui ont peur que le peuple français vote mal, de pouvoir retourner en arrière très rapidement. Voilà, c'est tout ce que je voulais dire.

[Intervenant 2] (1:54:49 - 1:54:53)

Merci Christophe. Du coup, c'est bien. On va pouvoir avancer.

Vas-y, Paul, je t'en prie.

[Intervenant 1] (1:54:54 - 1:56:27)

Oui, c'est une très bonne conclusion, puisque c'est l'un des aspects les plus intéressants de l'usage fréquent du référendum, c'est que les gens, à la différence des élus, sont capables de se remettre en question beaucoup plus facilement. Et vous l'avez dit, les élus ont du mal à le faire parce que c'est eux-mêmes qui prennent les décisions sans en subir directement les conséquences, et ensuite c'est toute leur carrière qui dépend de ça, et donc c'est très compliqué de revenir sur un choix et de se rendre compte que c'est un mauvais choix. C'est une remise en cause de leurs compétences, finalement.

Est-ce que les citoyens, eux, sont capables de faire beaucoup plus facilement ? Et on a vu, on a des exemples, en Suisse et aux Etats-Unis, où les électeurs, quelques années après avoir pris une décision, ont voté un autre choix complètement différent. Sans que ça ne pose aucun problème, vu que ça paraît tout à fait naturel que si on se trompe, on corrige son erreur.

Et je pense que ce serait la même chose en France si on avait un référendum très fréquent. Déjà, il faut parler de la retraite à 60 ans, je ne dis pas que ça n'est une erreur ou pas, mais imaginons, certains le pensent, je pense qu'il aurait été beaucoup plus facile pour les électeurs de revenir sur ce choix s'ils l'avaient pris eux-mêmes, que des élus. Et on voit la difficulté aujourd'hui de réformer ce système, et je pense que ça serait pareil en France, sur tout un tas de sujets, sur l'étendue du modèle social, les droits accordés à telle ou telle catégorie, etc.

C'est forcément plus facile quand la responsabilité d'une décision est diluée dans la masse que quand c'est une seule personne.

[Intervenant 2] (1:56:29 - 1:56:55)

Evidemment. D'autant plus, on le constate bien, avez-vous déjà vu un responsable politique dire qu'il s'est trompé ? Voilà, exactement.

Ça n'arrive jamais. Et d'ailleurs, ils disent même, souvenez-vous de la phrase, ce n'est pas un échec, ça n'a pas marché. C'est une façon de bien faire comprendre qu'ils ne se trompent jamais.

Merci Christophe, et donc on va avoir Démocratie directe, merci à vous Cyril pour la dernière intervention.

[Intervenant 8] (1:56:56 - 1:56:57)

On t'écoute. Bonsoir à tous.

[Intervenant 2] (1:56:58 - 1:57:07)

Excuse-moi Cyril, j'ai vu ta demande, mais on est déjà 20 minutes au-delà du délai. Je suis désolé, ce sera pour une prochaine fois.

[Intervenant 8] (1:57:09 - 1:59:43)

Je vais essayer de faire vite pour pouvoir conclure aussi. Déjà, merci à Paul de référencer tous les référendums populaires dans le monde, qu'ils soient locaux ou nationaux. Ça, c'est une mine d'or et ça montre un peu l'expérience des référendums et leur utilité.

D'ailleurs, par rapport à ça, à l'objection d'actu tout à l'heure et la contre-objection de Christophe, je rebondis là-dessus pour dire qu'effectivement, le référendum responsabilise et éduque. Et j'allais même plus loin que ça, c'est que s'il est suisse à ce niveau d'éducation et de responsabilité politique, je parle au niveau politique, c'est certainement grâce à leur système de démocratie semi-directe et de référendum

permanent qui les responsabilise, les questionne sur plein de questions politiques avec, comme ça a été expliqué tout à l'heure, des livres qu'ils reçoivent avec les oui, ils votent en faveur du oui, ils votent en faveur du non, avec un débat contradictoire riche avant qu'ils puissent voter.

Il se passe quand même des mois, voire des années. Et par rapport au fait qu'on puisse re-voter derrière, puisque en démocratie directe, je vous rappelle, le principe c'est que le peuple ne vote pas mal ou bien, il décide, point, c'est tout, qu'il se trompe ou pas. Et par rapport à ce qu'a dit Christophe, effectivement, ça serait bien de pouvoir revenir en arrière, mais si moi ça me paraît court, je serais plus à un an ou deux ans, qu'on ait le temps de voir le retour de la décision populaire, souveraine du peuple, voir s'ils considèrent qu'il s'est trompé, je pense que c'est un petit peu court.

Et pour terminer, un outil très utile qui n'a pas été cité, on peut faire un référendum local en lançant une pétition, si elle atteint plus de 10% des électeurs, une pétition officielle, dans la localité, sur un objet qui concerne la localité, ça oblige le conseil municipal à se pencher sur la question, à partir du moment où il y a 10% des électeurs qui ont signé la pétition, et le conseil municipal, il doit soit faire un vote par rapport à la question qui lui est posée, soit lancer un référendum local. C'est un outil qui peut être réutilisé, qui sera utilisé, je vous l'annonce, on le sait ici, certains, on est en train de travailler sur les assemblées citoyennes locales, moi je suis un peu pris par le temps, mais le but c'est qu'elles soient lancées en 2026, et ce sera une des activités des assemblées citoyennes locales, ça aura du travail, Paul va référencer, parce que l'objectif ce sera de lancer un maximum de référendums locaux, qui soient officiels s'ils atteignent les 10%, ou même non officiels, sauvages, si les mairies décident de ne pas lancer un référendum derrière. Mais en tout cas, il y aura un travail en utilisant un outil légal qui existe déjà. C'est ce que je voulais dire, que le référendum, quoi qu'il en soit, ça responsabilise et ça éduque le peuple.

[Intervenant 2] (1:59:44 - 2:00:51)

Merci Cyril, effectivement, même si on est tous pris par nos obligations et parfois à court de temps, on avance doucement mais sûrement et l'idée et les actions feront leur chemin. Avant de te passer le mot de la fin, Paul, je vais simplement rappeler très rapidement que demain à 21h, nous recevons le syndicat des gilets jaunes pour le thème, le syndicalisme populaire, aspire-t-il à la démocratie ? La semaine prochaine, dans une semaine tout pile, mercredi à 21h, nous recevrons Léo Giraud et Benoît Garnicawa pour les droits souverains et la démocratie directe.

Et ensuite, la semaine suivante, nous recevons Alexandre Langlois, Paul-Antoine Martin, Léo Giraud, Didier Maisto, Etienne Chouard, que du beau monde, pour le lancement de l'association des mairies démocrates de France. Ce sera à 19h et puis on aura le jeudi de la semaine également le 10 avril. On aura l'épisode numéro 2 des outils numériques au service de la démocratie directe avec les mêmes intervenants que la semaine dernière.

Paul, je te laisse le mot de la fin et je te remercie vraiment de ta présence et de ta disponibilité.

[Intervenant 1] (2:00:53 - 2:02:22)

Merci beaucoup à vous d'avoir organisé tout cela et surtout à tous les participants d'avoir écouté et d'avoir parlé de ce sujet. C'est vrai que ça intéresse toujours, j'ai l'impression, beaucoup de monde. Mais ce que je retiens toujours et moi, ce qui m'anime sur ce sujet-là, c'est qu'il y a parfois des réticences et l'idée que ça ne pourrait pas fonctionner en France parce que les Français seraient tellement de telle ou telle façon, je ne sais pas, pas assez adaptés, en tout cas, à ces outils.

Et c'est vrai que c'est vraiment se tirer une balle dans le pied vu qu'il y a déjà beaucoup de réticences au niveau des élus pour ces outils si en plus les électeurs eux-mêmes n'y croient pas. C'est très pénalisant. Et je pense qu'il faut aussi essayer de comprendre les choix qui ont été faits par les Français.

Je sais souvent, on me dit pourquoi les gens ont réélu Macron, ont élu Macron et pourquoi les gens sont idiots, etc. Mais il faut aussi, je pense, comprendre les difficultés de notre démocratie. Elle est très, très imparfaite et elle produit forcément des choix imparfaits.

Mais ça ne doit pas pour autant enlever, je pense, l'intérêt qu'il y a d'organiser des référendums. C'est vraiment ça l'objectif. Et c'est très important, ça donne vraiment aux citoyens la possibilité de se décider très souverainement sur tel ou tel sujet.

Et c'est un vrai plus pour la démocratie. Donc voilà, si c'est ça le mot de la fin, je pense qu'il faut garder confiance dans les Français et dans l'idée que le référendum en France fera pour peu qu'on arrive à l'obtenir. Voilà.

[Intervenant 2] (2:02:23 - 2:02:26)

Merci beaucoup encore une fois de ta présence.

[Intervenant 1] (2:02:26 - 2:02:27)

Merci encore.

[Intervenant 2] (2:02:27 - 2:02:51)

Merci à tous les intervenants d'avoir participé, à tous les auditeurs de nous avoir écoutés. Merci Marc également pour ton coaching et merci pour cette première fois qui je l'espère sera renouvelée dès demain. Je vous dis à tous à demain et j'en profite pour passer encore le salut à Stéphane qui ne pouvait pas être là aujourd'hui et que j'espère que l'on retrouvera très, très vite.

À très bientôt et en tout cas je vous dis à tous à demain, 21h. Bonne fin de journée. Au revoir.